

# Le Libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE  
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER  
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

## ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE POUR L'ÉTRANGER  
Un an... 80 fr. Un an... 112 fr.  
Six mois... 40 fr. Six mois... 56 fr.  
Trois mois... 20 fr. Trois mois... 28 fr.  
Chèque postal L'Entente 656-02

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

## PARMI NOS PRÉJUGES

# Les Traditions

J'ai eu la bonne fortune de rencontrer mon ami Ernest, et je dois à la vérité de dire que son accueil ne fut rien moins qu'agréable :

— Comment ! un vieil ami comme toi, tu as osé te moquer de moi d'une telle façon ? Voici que maintenant, au nom d'un penchant pour les écrivains, tu pars en guerre contre toutes les traditions révolutionnaires ?

— Je ne comprends pas en quoi un appel à la réflexion, ainsi qu'à l'instruction des militants peut aller à l'encontre d'une tradition ouvrière.

— Ah ! quand on ne veut rien entendre... Jadis, on disait aux ouvriers qu'il fallait avant tout renverser le régime capitaliste, et qu'après nous aurions toute latitude pour parfaire moralement et matériellement les individus libérés, enfin, du jour.

Aujourd'hui, on prétend que les prolétaires doivent lire des brochures et de gros bouquins traitant, en de nombreux paragraphes, la question sociale et économique. Vous êtes des châteaux d'énergie. Vous empêchez l'éclosion spontanée de la Révolution sociale.

— Mais, voyons, Ernest, qu'appelles-tu la Révolution ?

— La Révolution ? c'est le mouvement de protestation prolétarienne arrivé à son point culminant et aboutissant au renversement du régime bourgeois.

— Bon. Et maintenant, voudrais-tu me donner une définition succincte des « traditions révolutionnaires » ?

— Les traditions ? Quoi ! tu ne connais pas ce que sont les traditions révolutionnaires ? Eh bien, voilà : quand on sent qu'une situation devient assez favorable à une insurrection, les délégués de toutes les organisations ouvrières et de lutte de classes se réunissent et ébauchent un plan d'action. Une autre tradition : au lieu de dire aux individus de perdre leur temps à lire des bouquins, on les convoquait dans de grands meetings, où des orateurs leur exposaient de constants réquisitoires contre un état social inique, et je te prie de croire que nos tribuns prolétaires n'avaient pas peur des mots et n'hésitaient pas à terminer tous leurs discours en de vigoureux appels à l'action des masses.

— Et, sincèrement, tu voudrais que nous reprenions ces traditions dans notre action ?

— Oui, car nous faisons alors trembler les bourgeois. Maintenant, nous ne faisons plus que de les faire rire. Mon ami Ernest, ayant dit ces paroles chaleureuses en faveur des traditions, me quitta peiné fortlement de mon incrédule en l'efficacité de ces méthodes.

Il n'y a pas que mon ami Ernest qui verse des pleurs sur l'abandon des vieilles traditions.

Chaque fois que nous essayons d'orienter dans une voie nouvelle notre action insurrectionnelle, que nous innovons une méthode d'action : aussitôt, une foule de « purs » se dresse contre nous et nous crie : « Halte là ! vous conduisez le mouvement anarchiste à sa perte ! »

Que nous lançons un journal quotidien dans lequel nous commentons l'actualité avec notre critique anarchiste ; que nous signalions à l'attention de nos camarades lecteurs un bouquin apportant un nouveau point de vue sur des questions traitées jusqu'alors dans un unique état d'esprit ; que nous refusions à crier tous les jours : « Révolution ! » et que nous opposions à la tradition blanquiste une analyse des faits et une constatation de la perte énorme d'efforts que nous créa la façon dont nous menions l'action avant-guerre ; que nous expliquions que maintenant nous avons en face de nous un capitalisme solidement organisé et formidablement armé ; que nous démontrions que les mitrailleuses, les tanks, les fils de fer barbelés nous obligent à chercher autre chose que ces actions qui n'auraient d'autres résultats que de créer de nouveaux cadavres ; que nous disions que nous nous refusions à faire un travail commun avec n'importe quel parti politique (même ultra-rouge), car tous n'ont qu'un but : la conquête du pouvoir sur le dos du prolétariat — alors les « purs », les « révolutionnaires éprouvés », nous lancent d'importance et se séparent de nous avec le plus grand dédain, — le dédain que, seuls, peuvent avoir ceux qui ne comprennent jamais et critiquent toujours.

Comment pouvoir concilier ces deux choses incompatibles : la marche vers l'Avenir, et le retour aux méthodes du Passé ?

Nous avons, hélas ! constaté depuis longtemps que l'heure n'est plus à organiser des meetings révolutionnaires. Certes, nous devons continuer à porter dans tous les coins la parole anarchiste. Mais faire de ces réunions notre principal espoir pour la lutte sociale : on n'y peut plus songer.

Continuer nos campagnes d'agitation, faire naître en les esprits le ferment de révolte, faire de nos auditeurs des adversaires irréconciliables de tout Etat, certes, nous n'y pouvons pas manquer.

Mais croire que c'est d'un discours, si magistral, si violent soit-il ; croire que de l'éloquence d'un orateur sortira le mouvement de révolte, ce serait une naïveté qu'un militant n'a plus le droit de conserver.

A situation nouvelle, il faut une méthode d'action nouvelle. Notre philosophie anarchiste est, par essence, la doctrine de l'évolution perpétuelle, et ce serait un paradoxe que de vouloir propager cette philosophie avec des moyens surannés.

Toujours et plus que jamais insurrectionnels, toujours et plus irrédigiblement antiautoritaires, les anarchistes doivent savoir adapter leur action aux circonstances.

Notre doctrine n'a aucunement besoin de révision ; les faits en démontrent chaque jour de plus en plus la véracité.

Mais nous devons nous élever contre toutes les traditions, car nous sommes ennemis de tout ce qu'on veut nous imposer au nom d'un Passé que nous combattons de toutes nos forces.

Pour faire une société nouvelle, il faudra des esprits nouveaux.

Louis LOREAL.

## A quoi se réduisent tous les crimes imputés à Gaston Rolland

Il n'est pas difficile de se rendre compte, malgré les 12 chefs d'accusation qui font l'objet du rapport en Conseil de guerre, que Gaston Rolland n'a réellement commis que le délit militaire d'insoumission en temps de guerre. Affaire de conscience, rien de plus. S'il s'était trouvé qu'il fût citoyen anglais ou américain, par exemple, il n'eût pas été coupable, même au regard de la loi bourgeoise. Vérité au delà, erreur en-deçà. L'objection de conscience admise en Angleterre, en Amérique, est un délit en France. Le cas de Gaston Rolland tient tout entier dans cette appréciation, différente du rôle de la conscience humaine en cas de conflit armé.

Tout le reste : la fabrication de faux papiers militaires, de faux passeports, l'usage qu'il en fit, n'est là que pour « corser » l'accusation.

Chacun sait que pendant la guerre les réfractaires à l'universelle tuerie n'avaient d'autres moyens d'assurer leur sécurité, et l'exemple, trop de fois montré par les Conseils de guerre, par leurs juges pourtant formés à tout entendement, à tout esprit humain, prouve que le cas de Gaston Rolland, tous ces délits, réduits à un seul : l'insoumission, ne furent sanctionnés que par quelques années, souvent quelques mois de prison.

La condamnation du dénonciateur de Gaston Rolland, le mouchard Bouchard, à cinq années de travaux forcés, en est la preuve incontestable. Bouchard est libre depuis longtemps. Gaston Rolland est encore à Melun pour sept ans et demi. N'est-ce pas abominable ?

Il faut donc rechercher ailleurs que dans les délits reprochés, les raisons de cette rigueur particulière à son égard. Pour cela il est nécessaire de remonter quelques années en arrière, de se replacer dans l'atmosphère de la guerre, de se rappeler que Clemenceau, Ignace et Mandel, gouvernaient la France, faisaient la guerre... comme ils firent la paix.

Le Comité de Défense sociale.

## Aux anarchistes parisiens

Demain 29 mars, à 20 h. 30, à la Maison Commune, 49, rue de Bretagne, assemblée plénière de la FÉDÉRATION ANARCHISTE DE LA RÉGION PARISIENNE.

A l'ordre du jour et uniquement : L'ORGANISATION DE LA CAMPAGNE ANTIPARLEMENTAIRE.

Présence indispensable de tous les camarades soucieux de la réussite de la propagande antiparlementaire.

## Bonservizi est mort

M. Bonservizi est mort mercredi soir, à 9 heures, des suites de ses blessures.

Quand Bononimi tira sur lui, il n'avait aucune haine personnelle contre le directeur de l'Italie Nouvelle, puisqu'il ne le connaissait pas avant son attentat.

M. Bonservizi représentait en France le mouvement fasciste — et ce n'est que dans un mouvement de révolte contre les atrocités que les révolutionnaires subissent en Italie de la part de Mussolini — ce n'est que sous le coup d'une violente colère contre ces gens qui torturent les militants et font régner la terreur dans le pays transalpin que Bononimi accomplit son geste.

Notre camarade ne désirait nullement la mort de Bonservizi : il voulait frapper le fascisme italien dans son représentant en France. Le dictateur italien porte toute la lourde responsabilité de cette mort.

## CE PLACARD est fait A TON INTENTION

TOI qui n'entends pas nos APPELS et portes tes sous CHEZ LE MARCHAND DE JOURNAUX

Alors ! abonne-toi avant le dix avril

## Feuillets éparés

La ficelle électorale semble bien effilochée. C'est à croire que la foi en la vertu du bulletin de vote... le camp ! Depuis qu'on la bafoue il est même surprenant qu'elle ne soit pas encore morte. Mais à force d'être de promesses jamais tenues et d'abus de reniements toujours renouvelés, le mirage s'estompe, l'illusion s'évanouit. Aussi bien faut-il que les rabatteurs du boubier parlementaire soient en veine d'ingéniosité pour imaginer de nouveaux superfluges.

Le citoyen Marty paraît en avoir découvert un tout à fait inédit. Rappelant qu'il y a encore en prison et au bagne de nombreux marins et soldats ayant participé aux événements de la mer Noire, il menace les gouvernants, qui maintiennent ceux-ci incarcérés, au mépris de leur propre loi d'amnistie, de la « poigne des ouvriers de Charonne ou de Belleville, qui ne tardera pas à se faire sentir ».

Si je ne me trompe, c'est là une allusion non déguisée au « moyen » qui est censé avoir sorti Marty de sa gheenne. L'image évoque à coup sûr une poigne armée... d'un rectangle de papier où figure la liste des candidats de l'amnistie.

Mais l'image est mensongère, le moyen grossier et l'allusion malhonnête. Marty le sait bien. Il n'ignore point que les votes répétés des électeurs de Charonne sur son nom sont totalement étrangers à sa libération, que celle-ci est surtout le fruit de tractations entre le gouvernement français et le gouvernement russe pour des fins diplomatiques, ce qui n'a rien à voir, même de très loin, avec l'amnistie...

La ficelle électorale est usée et bien usée. Cette trame-là ne la solidifiera point. Pas plus qu'elle ne servira la cause de l'amnistie. Au contraire, elle créera de nouveaux doutes, suscitera d'amères déceptions, engendrera de cruels dégoûts... et laissera les prisonniers en prison.

Somme toute, il est normal que ceux qui en sont sortis par la politique y jassent crouiller les autres par la politique. Le prestige de celle-ci et de ceux-là n'en sera guère réhaussé. — Marcel TOUNEY.

## La France est sauvée

Nous avons tremblé pendant 24 heures. Heureusement que Poincaré change d'opinion avec autant de rapidité que Marcel Cachin.

Poincaré ne s'engage jamais pour plus de 24 heures et lorsqu'il déclarait avant-hier que sa décision de quitter le pouvoir était irrévocable, dans son esprit cela voulait dire qu'il n'avait déposé son portefeuille... que pour une journée.

Hier, à 13 h. 45, la Présidence de la République publiait un communiqué annonçant que Poincaré acceptait la mission de former le Cabinet, et nous avons respiré, car nous sentions que la chute de ce grand homme d'Etat mènerait la France au bord de l'abîme.

Maintenant que la France est sauvée, nous pouvons envisager l'avenir avec sérénité. Poincaré nous a déjà donné la victoire, la Ruhr, les doubles décimes et les décrets-lois. Espérons qu'avant son futur dernier départ il dotera la République d'autres bienfaits, aussi réconfortants que les précédents.

Hier nous disions : Poincaré est mort. Plus fort que le Christ, il n'a pas attendu trois jours pour ressusciter. Les Aragoins seront contents.

## Révélation tardives... mais très utiles

Frossard, dans le dernier numéro de l'Egalité, se décide enfin à révéler une partie des sales pratiques qui sont choses courantes dans les milieux bolchevistes. Il y a mis le temps. C'est déjà un reproche que nous lui faisons.

Un autre reproche, ou plutôt une constatation qui n'est pas à l'honneur de Frossard, c'est d'avoir — pendant son secrétariat au Parti Communiste — connu les tractations en question, d'avoir gardé sur elles un silence prudent et même de s'y être mêlé personnellement.

Maintenant, lisons donc ce qu'il écrit :

« L'Internationale Communiste vit exclusivement de ce qu'elle reçoit du gouvernement des Soviets dont elle constitue une sorte de dépendance ou d'annexe. Les fonds qu'elle manipule sont par conséquent d'origine gouvernementale. »

« On nous objectera sans doute qu'ils proviennent d'un Etat prolétarien, que si nous considérons comme légitime l'aide qui peut nous venir des partis ouvriers, socialistes et communistes, celle qu'est en mesure de nous apporter un Etat prolétarien n'est pas moins hautement avouable. Nous répondons que depuis la Nep nous sommes fondés à contester la qualité prolétarienne de l'Etat soviétique ; surtout nous affirmions qu'il n'y a pas de commune mesure entre les sacrifices volontaires consentis par les militants et les subsides prélevés sur le démantement du peuple russe. Si nous établissons que dans le même temps, où partout en France et dans le monde, on relenti les appels en faveur des affamés de la Volga, où des souscriptions publiques ont été ouvertes pour atténuer leur détresse, où l'on représentait aux gens de cœur qu'il suffisait de vingt-quatre francs pour sauver un enfant russe, où l'on frappait à toutes les portes, où l'on sollicitait toutes les bourses, l'Internationale communiste puisait, directement ou indirectement, dans les fonds recueillis, les sous-traçait à leur emploi, les faisait servir aux besoins de sa propagande, quel est, nous le demandons, le socialiste, le communiste, le révolutionnaire, l'honnête homme qui osera tenter de défendre un tel défilé au bon sens, à la probité, à l'humanité ? »

« Nous démontrerons sans peine, au surplus, qu'avant la scission de Paris, si l'Internationale a donné l'argent en France, ce n'est point au parti, mais à des comités de tendance, à des personnalités sans mandat, que loin de s'entourer des garanties que nous avons énumérées plus haut, elle l'a fait occultement, en dehors du Parti, contre le Parti, sans mesure et sans contrôle. »

« Elargissant le débat, nous montrerons que ces pratiques introduisent la corruption dans le mouvement ouvrier et le livrent, pieds et poings liés, à la merci du Gouvernement qui les entretient. »

« Nous donnerons des noms, des dates, des chiffres ! »

« Messieurs les tchékistes, vous serez servis ! »

Encore la répression

Sedan, 27 mars. — Le tribunal correctionnel a condamné deux moutiers de Donchery, Duchêne Marius et Tilmont Edouard, respectivement à 3 mois de prison et 16 francs d'amende et un mois de prison et 16 francs d'amende, pour entraves à la liberté du travail. Ils bénéficieront de la loi de sursis.

Il est toujours interdit aux travailleurs de revendiquer les moyens de vivre en travaillant.

Interdiction de publier sa pensée ; défense absolue de demander au patronat un salaire en relation avec le coût des vivres. Telles sont les douceurs du régime républicain.

## Les grèves de Saint-Etienne

La grève des métallurgistes se continue avec enthousiasme chez les grévistes. De nouvelles maisons entrent en lutte.

Aux usines Ravat-Vonder où le travail avait été repris, il y a eu hier matin plus de 12.000 grévistes. La direction a prononcé le lock-out jusqu'à lundi.

A la manufacture, il y a eu bagarre entre grévistes et jaunes. Un chef d'équipe, Mandon, 46 ans, témoin des incidents, en est mort d'émotion.

Le mouvement de nos camarades stéphanois, en ce voit, se poursuit avec vigueur. Les succès couronneront leurs efforts. Les ouvriers des firmes similaires, notamment dans le cycle, tant à Paris qu'en province doivent ouvrir les yeux et ne pas exécuter les commandes pour les maisons en grève.

## Grande Soirée récréative

Organisée au profit de l'Entr'aide, demain à 20 h. 30, salle des Fêtes, rue Henri-Martin à Puteaux.

De nombreux artistes de la Muse Rouge se feront entendre. Et le groupe théâtral interprétera « La Femme », saynète de Grenet-Dancourt, et « Le Cultivateur de Chicago », comédie en 2 actes de Gabriel Timmory.

## PLUS QUE DEUX JOURS

avant l'ouverture du

## CONCOURS-ENQUÊTE

organisé par « Le Libertaire »

Concours original, utile, d'actualité

Sous une forme nouvelle et nous osons le prétendre — passionnante, ce Concours-Enquête saisira l'opinion publique de deux questions ayant à la fois un caractère d'utilité indiscutable et de brûlante actualité.

Nota. — Il reste encore quelques milliers de tracts à distribuer. Que les copains se hâtent de les répandre. Ils en trouveront 9, rue Louis-Blanc.

## Le torchon brûle au P.C.

La crise du gouvernement bolcheviste français s'accroît, malgré la négation de l'Humanité, qui qualifie de banal l'incident qui divise encore actuellement non seulement le Comité directeur, mais le Parti Communiste.

Si dans les masses le différend n'a pas encore eu de conséquences, c'est que le grand journal « prolétarien » s'est bien gardé — comme toujours — de tenir ses lecteurs au courant de l'acte d'indiscipline de Boris Souvarine, et le Libertaire publiait, il y a huit jours déjà, des coupures de la lettre que Boris Souvarine adressait aux lecteurs et abonnés du « Bulletin Communiste » alors que l'Humanité gardait le plus profond silence.

Ce silence vient d'être rompu par l'organe du P.C. et cela bien à regret, si l'on en juge par la déclaration du Comité directeur qui accompagne le manifeste de l'entente terrible. Voici quelques passages suggestifs de cette déclaration :

« Le camarade Souvarine a contrevenu deux fois consécutives aux décisions du Bureau politique et du Comité directeur. »

1. En remplaçant d'autorité, dans le Bulletin Communiste, un fillet supprimé, par un autre fillet mettant en cause la direction du Parti.

2. En faisant éditer et adresser aux abonnés du Bulletin une lettre contraire à la discipline du Parti, tant par le procédé lui-même que par le texte du document.

Le camarade Souvarine vient de demander au Bureau politique, au nom de la liberté d'opinion dans le Parti, que le texte de cette lettre soit publié dans le prochain numéro du Bulletin. Le Bureau politique a décidé de donner à cette lettre une publicité beaucoup plus large et les lecteurs de l'Humanité en trouveront ci-dessous le texte intégral, en même temps qu'ils trouveront ci-contre le texte de la thèse votée le 18 mars par le Comité directeur du Parti.

Nous nous garderons pour aujourd'hui de publier la thèse votée le 18 mars, par le Comité directeur ; nous la commenterons très prochainement, en démontrant le vide, qui la caractérise.

Pour Souvarine, nous ne serions pas étonnés qu'il soit avant peu démissionné du P.C., comme il le fut tout dernièrement du poste de directeur du « Bulletin Communiste », à moins qu'il ne se courbe devant la discipline arbitraire qu'il dénonce dans son manifeste et qu'il préfère sa place à sa liberté.

Plus loin, nous relevons, également dans la déclaration du Comité, la phrase suivante, qui présente un gros intérêt :

« Les ouvriers membres de notre organisation qui respectent scrupuleusement pour leur compte la discipline du Parti, ne comprendraient pas que les militants les plus responsables bénéficient d'un régime de faveur. »

Un ouvrier qui se serait permis de critiquer, comme l'a fait Souvarine, la conduite politique de certains membres influents du Parti, aurait été vidé depuis longtemps, mais ce qui est particulièrement net dans ces quelques lignes écrites à mots couverts, c'est la mise en demeure, pour Souvarine, de renoncer à ses critiques ou alors c'est la porte de sortie qui lui est ouverte. C'est pourquoi nous comprenons mal la conclusion du Comité directeur, qui affirme que « l'incident banal » a été exagéré.

Pour nous, qui n'avons pas à prendre parti dans les querelles d'antichambre, il nous importe peu que Souvarine quitte le Parti Communiste, mais ce que nous signalons une fois de plus c'est la veulerie avec laquelle les chefs actuels du grand Parti acceptent les décisions de Moscou, sans les discuter, de crainte de se voir couper les vivres, c'est la bassesse avec laquelle ils se courbent devant les maîtres, quels qu'ils soient.

Trotsky hier était tout puissant : la majorité était avec lui ; il a fait face à Zinoviev ; la majorité est avec ce dernier, car il tient la caisse. Ils changeront demain une fois de plus leur chemise sale. Cachin a soutenu tous les gouvernements russes, il les soutiendra encore, demain et toujours.

Mais le peuple, le prolétariat qui forme les cadres de ce Parti, va-t-il rester indifférent ? Au milieu de cette lumière éblouissante, va-t-il rester aveuglé et ne pas s'apercevoir qu'on le tient volontairement dans l'ignorance de ce qui se passe, pour pouvoir exploiter plus facilement sa misère au profit de la politique.



## Faits et commentaires

### VERS LA GRANDE ITALIE EN GLANANT ICI ET LA...

Le Futurisme (janvier 1924), la revue synthétique illustrée que dirige à Milan l'illustre Marinetti, publie un *Manifeste Mondial* en lequel il cite les écrivains, peintres, sculpteurs ralliés au mouvement futuriste ou s'y rapprochant, rédaction en notes brèves, curieuses, intéressantes pour le lecteur. Envisageons maintenant le côté politique et social, mêmes revue et numéro, d'un article *Futurisme et Fascisme* :

« Le fascisme, né de l'interventionnisme et du futurisme, s'est longtemps nourri de principes futuristes. Les exigences du pouvoir lui permettent d'en réaliser seulement une partie. C'est un mouvement politique, et comme tel il obéit aux nécessités inéluctables de la péninsule italienne. »

« Le Futurisme, au contraire, est un mouvement artistique et idéologique qui devient politique aux heures les plus graves de la nation... »

« Marinetti et les Futuristes furent emprisonnés avec Mussolini, pour interventionnisme, à Rome, le 12 avril 1915 ; emprisonnés avec Mussolini en 1919 à Milan pour attentat fasciste contre la sûreté de l'Etat et organisation de bandes armées. Préparateurs de la grande Italie d'aujourd'hui, les Futuristes glorifient le tempérament futuriste du président du conseil... »

Mussolini a prononcé ce discours futuriste : « Le Collège et le Forum sont le passé ; nous devons construire les gloires de l'avenir. Nous appartenons à une génération de constructeurs qui, par une discipline de bras et de cerveaux veulent réaliser l'idéal d'une Italie puissante, d'une Italie de producteurs et non de parasites. »

Soulignons ce dernier mot : *parasites*. La guerre aux parasites sociaux ? Parbleu, nous en sommes ! Mais Mussolini, le réalisateur de la grande Italie — avec le sang des autres ! — n'est-il point le plus bel ornement du parasitisme ? Et d'envergure !

Ajoutons — pour ceux l'ignorant — que les Futuristes sont inévitablement les adversaires du passé, de toutes ses beautés et ses œuvres, partisans fervents d'une vie mécanique, trépidante, intensive. Cependant, de l'originalité, parfois des vérités dans leurs revendications présentes et futures, istes !

#### « Promenades à Béquilles »

C'est avec quelque amertume que Gisèle Vallières nous raconte sa vie de tous les jours en parcourant avec ses béquilles — trop nécessaires à sa marche, hélas ! — les rues, les chemins et les sentiers, nous donnant ses impressions sur les gens qu'elle rencontre ou aperçoit seulement, sur les choses qu'elle côoide fréquemment, empreintes d'un doux optimisme cependant mêlé de fierté et du mépris des esclavages. Elle cause aussi aux animaux, aux pierres, aux arbres, et leurs diverses attitudes lui suggèrent bien des réflexions toutes de philosophie.

*Promenades à Béquilles* (édité par la Maison des Jeunes, collection de la revue « Les Primaires », 1, rue Désirée, Paris (20<sup>e</sup>) au prix de trois francs) est un joli petit volume orné d'illustrations d'un crayon original dû à l'illustratrice : Gisèle Vallières, comme on le voit, possède bien des talents : nous distraire, nous faire penser, nous charmer...

#### « Stendhal »

Voici une étude de H.-H. Dodwell, traduite de l'anglais et préfacée par le poète Constant de Horiou (avec un portrait de ce dernier par Lempereur-Haut (Edition Anthologie du Groupe Moderne d'Art de Liège) qui fera plaisir aux fervents de Stendhal parce que sincère hommage à l'auteur de « La Chartreuse de Parme », en précisant le pourquoi d'un Renouveau Stendhalien.

« Je ne serai compris qu'après 1880 », a dit Stendhal, et c'est vrai, puisque maintenant il a ses fidèles.

L'étude de H.-H. Dodwell nous initie à sa vie tout en l'analysant et nous voilà donc exactement renseignés, semble-t-il, sur celui qui a écrit : « Pour moi, l'Amour fut la grande affaire, la seule affaire de la vie ! » résumant de cette façon toute sa philosophie ; remercions donc auteur et traducteur de nous avoir ainsi intéressés sur ce caractère profondément individualiste.

#### « La Pensée latine »

Nous retrouvons dans ce numéro de mars M. Jean Desbordes (mon adversaire de la P. L. de janvier, voir le *Libertaire* du 7 février 1924), mais cette fois-ci M. J. D., progressiste en intelligence, car son croquis sur la « *Logique Maternelle* » ne manque point de bon sens et de vérité. Souhaitons qu'il fasse comme le nègre... Il faut citer aussi Constant de Horiou dans ses proses qui sont parfois des poèmes ; Edmond Aubé, l'exquis poète des « *Nouvelles Idylles* », de la « *Gaîté de la Rose* », etc., dans ses poèmes en latin ; M. Georges Gallon, toujours quelque peu frondeur, ironique, souvent vrai, dans ses critiques littéraires ; de judicieuses réflexions d'André-J. du Brault ; « La Marche à la Mort », qui est plutôt la Marche à la Repopulation ; trouvez des logements spacieux, monsieur G. Faure, et une vie plus naturelle, et il y aura des enfants ! Mais notre méthode reste la même : *libre maternité*.

Puis, des chroniques, poésies, musique, théâtres, livres, etc.

#### « Le chrétien libre »

Et voici *Le Chrétien libre* (Léon Reyvoire, 37, Fosse-aux-Anglais, Melun (S.-et-M.), socialiste bolcheviste, organe des socialistes chrétiens. D'excellentes pensées en général, mais nous préférons une attitude littéraire, et nous aimerions savoir si ces chrétiens sont vraiment partisans du christianisme primitif, admettent et assistent les cérémonies catholiques et protestantes ?

Liberté pour les bolchevistes ? Soit. Mais liberté aussi pour l'avant-garde antibolcheviste emprisonnée en Russie soviétique !

A noter dans ce même numéro d'intéressantes correspondances sur l'autre Allemagne : chrétienne et pacifiste.

Henri ZISLY.

## Qu'attendent les syndicats ?

Nous avons signalé plusieurs fois déjà dans ce journal la différence de traitements punitifs qui existe entre les camelots du roi Ebelot et Chennévières, tous deux condamnés pour coups et blessures volontaires — et les militants révolutionnaires incarcérés pour faits de grève aux sorties de meeting et de réunion, ou encore au cours de manifestations.

Les camelots du roi sont au régime politique, les militants au droit commun. Allons-nous rester les seuls à élever la voix contre cette iniquité ?

Les syndicats qui comptent parmi les camarades encore au droit commun beaucoup de leurs membres, ne vent-ils pas enfin joindre leurs protestations à la nôtre pour obtenir le transfert de tous les révolutionnaires arrêtés pour des délits à caractère nettement politique au régime auquel ils ont droit ?

Vont-ils, par leur silence coupable, accepter que l'administration pénitentiaire fasse subir un emprisonnement rigoureux à leurs frères de lutte, pendant qu'elle envoie les camelots du roi, condamnés pour motifs réprimés par les mêmes articles de loi au quartier politique ?

Jusqu'en 1920, tous les militants qui étaient poursuivis pour faits de grève, pour manifestation sur la voie publique ou encore arrêtés aux sorties de meetings jouissaient du régime politique.

Nombre de camarades — qui sont à la tête de puissants syndicats aujourd'hui — doivent s'en souvenir.

Qu'attendent-ils pour mettre en demeure leurs organisations de protester avec nous ?

## La crise des logements

La Chambre et le Sénat, c'est logique, ne font aux propriétaires nulle peine, même légère. Au contraire.

En 1922, sur la proposition de Fiancette, le Conseil municipal de Paris décidait un emprunt de 300 millions pour construire des logements.

Mais le Sénat, depuis deux ans, n'a pas encore eu le temps d'examiner l'initiative du Conseil parisien. Car chacun sait que dans une République bien organisée comme la nôtre, les communes ne peuvent pas faire grand chose sans la permission du pouvoir central.

Tant pis pour les pauvres bougres qui s'entassent, aux prix forts, dans des hôtels malsains et dans des locaux douteux ! Quand on songe que des ouvriers, avec des salaires de 18 à 20 francs par jour, soit de 110 à 120 francs par semaine, sont obligés de payer 20 à 30 francs de chambre par semaine, soit le cinquième environ de leur salaire.

Ce serait le moment de faire une démonstration des sans-logis et des mal-logés devant le Luxembourg. Mais la Fédération des locataires est paralysée par l'assaut que lui livrent les conquérants divisionnistes du Parti communiste, et elle est toute occupée à défendre son indépendance et son existence.

Dans tous les domaines, la classe ouvrière paie les frais des expériences tentées par les malfaiteurs qui ont le toupet de se dire « l'élite » du prolétariat. Cela va-t-il durer longtemps ?

## Les zones franco-suisse

Il y a un conflit sur la question des zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie, conflit entre les gouvernements français et suisse.

Le Conseil d'Etat de Genève vient d'approuver le point de vue du Conseil fédéral, qui s'est mis d'accord avec le gouvernement français pour confier à un juriste de chacun des deux pays l'établissement d'un compromis d'arbitrage.

Les zones franches sont des parties de territoire français qui ignorent les douanes. Coûts heureux !

Les traités de 1815-1816 avaient maintenu et consolidé le principe d'une franchise douanière réciproque entre Genève et le pays de Gex d'une part, entre Genève et une petite bande savoyarde dite « zone sardes », d'autre part.

En 1849, le gouvernement suisse installa sa ligne douanière à la frontière politique où elle a subsisté depuis lors.

En 1860, la Savoie, par un vote, se « rattachait » à la France, et la situation du fait des zones franches fut non seulement maintenue mais dédoublée. La petite zone sardes, sur les réclamations des habitants des arondissements de Thonon, Bonneville et Saint-Julien, devint la grande zone franche de Haute-Savoie.

L'article 435 du traité de Versailles — de quoi je m'occupe ? — confiait à la France et à la Suisse le soin de régler le régime nouveau de ces territoires.

Le 7 août 1921, une convention franco-suisse était signée à Berne et ratifiée par les parlements de chaque pays.

Mais le peuple suisse, le 17 février 1923, par un referendum, repoussait cette convention.

Ce qui n'empêchait pas Poincaré, le 10 novembre 1923, de supprimer les zones franches.

Cet acte de dictature du chef d'un grand pays contre la volonté populaire d'une petite nation fut mal accueilli.

Et il semble bien, vu la marche des événements, que les Suisses vont vaincre notre conquérant Poincaré comme leur ancêtres ont vaincu notre ambiteux Charles le Téméraire.

Les partisans et adversaires des zones franches ont dû reconnaître la nécessité d'un régime spécial entre le pays de Gex, la Haute-Savoie et les cantons suisses limitrophes, dont Genève qui forme une extrême pointe presque enclavée dans le territoire français.

Lyon étant trop éloigné, il y a une obligation économique pour Gex et la Haute-Savoie d'écouler leurs produits agricoles, sans entraves, vers les débouchés naturels qui sont en Suisse : Genève, Vaud et Valais.

Réciproquement, les industriels et les commerçants de ces trois cantons ont besoin d'exporter chez leurs proches voisins de France.

La solution ne peut exister que dans les zones franches ou dans un accord commercial établi avec des franchises douanières réciproques. Le second procédé est d'une complication difficile et coûteuse.

Il y a une situation géographique et éco-

nomique qui est brouillée par cette erreur consacrée qu'on appelle patrie et dont les plus grands inconvénients sont bien les frontières artificielles et antinaturelles.

Puisqu'il a été question du traité de Versailles pour les zones franches, pourquoi ne tient-on pas compte de la fameuse « libre disposition des peuples » ? L'hinterland genevois est actuellement un non-sens géographique. On dirait que le pays de Genève est coupé en deux par la « frontière ». En faisant abstraction des patries, Genève se conçoit dans une autonomie et dans un fédéralisme naturels avec le pays de Gex et la partie limitrophe de la Haute-Savoie. Les « zones franches » devraient être rattachées politiquement à Genève puisqu'elles le sont économiquement et géographiquement, en Suisse, avec le commerce qu'elles entraînent.

L'expérience de l'histoire a démontré que Genève et les zones franches ne forment qu'un tout puisque la ligne douanière donne un démenti à la frontière politique.

Le bon sens populaire du Suisse s'est affirmé. Pourquoi ne consulte-t-on pas les habitants de Gex et de la Haute-Savoie sur la libre disposition de leurs territoires ?

Ce serait trop simple. Quand la raison aura triomphé des diplomates à ceillères et des gouvernants à courte vue, la Révolution sera faite. Et les peuples briseront les cadres désuets des patries arbitraires et s'organiseront en tenant compte des nécessités de la production et de la consommation, de la vie harmonique en commun.

B. B.

## Qu'importe qu'ils meurent

Toulouse, 27 mars. — Hier soir, dans les ateliers de la Compagnie Industrielle électrique de Marignac où une explosion, qui se produisit il y a trois mois, avait déjà causé la mort d'un surveillant, une nouvelle explosion tua l'ouvrier Antoine Fave, 28 ans, et en blessa grièvement deux autres, deux frères d'origine suisse.

Le malheureux Fave, déjà victime d'un autre accident dans les mêmes ateliers, venait à peine de reprendre son service.

Ainsi donc depuis trois mois, aucune mesure ne fut prise pour éviter le retour d'un accident mortel.

La négligence des patrons coûte deux morts et deux blessés, mais il y aura de beaux bénéfices à partager à la fin de l'année.

Alors, qu'est-ce que ça peut faire que les ouvriers en crèvent !

## La pétition en faveur d'Unamuno

### Quatrième liste

Don Miguel de Unamuno, professeur éminent de l'Université de Salamanque, ayant été déporté sans jugement, uniquement pour avoir défendu des idées libérales, nous, professeurs des Universités françaises, nous croyons devoir protester contre cette atteinte à la personne de notre illustre collègue.

Ont signé :

M. Pierre Janet, professeur au collège de France, MM. Goelzer, membre de l'Institut, Camille Bloch, Bourguet, Brehier, Cazamian, Gaffiot, Glatz, Hazard, Lods, de Martonne, professeurs à la Faculté des Lettres.

M. Paul Chapuis, secrétaire de la Faculté de Droit.

MM. Pinard, professeur honoraire à la Faculté de médecine, Abrami, Baudouin, Brumpt, Launoy, Letulle, Metzger, Teissier, professeurs à la Faculté de médecine.

MM. Bohn, Cartan, Cheneveau, Cotton, Herouard, Lambert, Robert Lévy, Maurain, professeurs à la Faculté des sciences.

MM. Daniel Berthelot, membre de l'Institut, Damiani, Guerbet, Honnorat, professeurs à la Faculté de pharmacie.

MM. Dauzat, Paul Sassy, professeurs à l'Ecole des Hautes Etudes.

MM. Emile Bourgeois, Louis Gentil, membres de l'Institut, professeurs à l'Université.

M. Schrader, professeur à l'Ecole d'anthropologie.

(A suivre.)

Les adhésions sont recueillies chez M. Charles Richet, 15, rue de l'Université, Paris 7<sup>e</sup>.

## DANS les CABARETS

### Au Grillon.

La première représentation de la nouvelle revue du Grillon « Dis qu'tas tort » a remporté un succès, il faut le dire, bien mérité. Un esprit satirique du meilleur aloi pille dans les diverses scènes qu'interprètent avec entrain Jean Rieux et sa compagnie.

Kady-Tessier chante agréablement de forts jolis couplets et joue avec brio.

Tout de suite, un reproche à l'auteur, Henri Dumont, lequel, je le crois, sans méchanceté, lui fait dire, alors qu'elle incarne une directrice de théâtre qui cherche à se faire de la publicité par les moyens en usage chez les grandes vedettes : perte de zébrine, vol de collier, etc., quelque chose dans ce genre et si cela ne suffit pas, je descendrai deux ou trois mectons, à la façon de Germaine Berton.

Et puis, pourquoi pas, amusez-vous chère Madame, mais, croyez-moi, ce n'est guère une publicité à l'usage des directrices de théâtre... et c'est bien dangereux. Enfin, si vous y tenez absolument... A part cette petite phrase malheureuse, tout le reste mérite que des louanges. Une scène particulièrement réussie est celle qui se passe en l'an 2024 (comme on vieillit vite !...) et dans laquelle le ministre de l'Instruction publique, il y aura donc toujours des ministres !... retrouve solennellement le cœur de Clément Vautel. Pauvre Voltaire !...

L'enquête sur le Visage du bonheur faite par *Paris-Soir*, est évoquée avec beaucoup d'esprit. De même le poison maudit, la coco, donne à Jean Rieux et Kady-Tessier l'occasion d'une scène intéressante. Les gosses modernes... qui imitent leurs parents, et les tribulations du patron sont également à retenir.

Donc, une revue gaie, spirituelle et satirique à souhait. — P. M.

## AUX HASARDS DU CHEMIN

### Propos d'un Paria

L'Action Française publiait hier la liste, imposante d'ailleurs, des premiers souscripteurs aux dix millions demandés par les tagueurs en chef Daudet et Maurras. C'est une longue suite d'ex-voto. Toute la chouannerie, ça se prononce ennuenerie, a mis la main à la poche. Alors que tant de pauvres bougres, dans la course au meilleur avenir, tombent sur leur cul, et ont pour se relever toutes les peines du monde, les canailles qui dirigent l'Action Française sont tombées elles aussi sur leur douzières, mais c'est pour mieux aller de l'avant ; je veux dire de l'arrière !

La lecture des phrases « lapidaires » que certains souscripteurs ont jugé bon de faire voisiner avec le montant de leur don à la cause de l'imbécillité intégrale, donne une idée de leur mentalité. En voici quelques-unes seulement, et en laissant de côté les allusions à la mort accidentelle de Plateau et à celle de Philippe Daudet :

Pour sauvegarder l'avenir de mes neuf enfants.....	10.000 fr.
A l'occasion de la naissance d'un futur camelot.....	5 »
Pour allumer le feu.....	100 »
Un futur combattant.....	3 »
Pour que la justice redevienne juste (elle l'a donc été ?).....	25 »
Vive le Roi, dont chose énorme, l'intérêt personnel se confond avec l'intérêt de la nation.....	20 »
Le parlementarisme, voilà l'ennemi.....	50 »

J'arrête là mes citations, il y en a trop. Les uns demandent douze députés royalistes, d'autres une dictature Daudet. Un ébéniste donne treize francs pour le roi seul capable de sauver la France. Un Arménien ! est également de cet avis. Mais le plus logique est sans doute celui qui donne cinquante francs pour supprimer le parlementarisme en contribuant à envoyer à la Chambre des députés royalistes. Nous connaissons déjà le coup du député antiparlementaire comme celui de l'officier antimilitariste.

C'est un peu usagé et la malice est cousue de fil blanc, mais il y a tant de myopies que ça peut encore avoir son petit succès.

Une chose à signaler, c'est que l'épouvantail bolcheviste a complètement disparu de la circulation. Rien d'étonnant à cela, ces farouches révolutionnaires sont devenus si doux, si accommodants ! Mais soyez tranquilles, il y a autre chose pour le remplacer : une Germanie casquée, bottée, éperonnée, aux yeux désorbités, terre de vengeance, de sang et de carnage.

La guerre vient, elle est la imminente. La feuille du roi répète cela tous les jours inlassablement, et seuls, naturellement, sont capables d'empêcher cette guerre de ressembler à celle de 1914-1918.

Par quels moyens ? Eh parbleu, en faisant de chaque village de France un camp retranché, en établissant le service militaire de sept ans, en construisant sans relâche des canons, des tanks, des avions, des sous-marins, et en entretenant dans le peuple les idées de haine envers l'ennemi abhorré, d'autant plus haï qu'il n'y a même plus l'Alsace à lui « reprendre ».

Peut-être songent-ils à instituer la procréation forcée ?

Mais tous ces beaux projets ne sont parait-il réalisables que si l'obstacle principal disparaît. « Il n'y a qu'un moyen : débarrassons-nous de la république ! »

Je trouve que ces messieurs exagèrent. Bien que la forme républicaine ne m'inspire aucune sympathie particulière, je puis bien dire qu'elle suffit largement à cette propagande de haine.

Nous connaissons, nous autres anarchistes, un moyen bien plus certain d'éviter à l'avenir toutes ces « coulées sanglantes » que préparent tout en versant sur elles des larmes de crocodiles, les ultra-patriotes de France et d'Allemagne.

Nous avons même l'intention d'aller le proposer aux dilettantes qui prochainement vont se presser devant les estrades des candidats multicolores.

Il est simple et peu coûteux, vous verrez !

Pierre MUADES.

### Ils ont eu chaud.

Nos politiciens du Bloc des gauches viennent d'éprouver un véritable sentiment de frousse.

En effet, voici que par le jeu des boîtes à votes, le ministère Poincaré est renversé. Effrayés de leurs audaces, certains députés essayèrent bien, l'après-midi, de revenir sur leurs votes, mais il était trop tard.

Or, si nos blocards de gauche subissent, par la nécessité de tactique électorale, l'obligation de refuser leurs votes à Poincaré, ils ne sont pas pressés de prendre les rênes du pouvoir.

Après les élections, cela leur sourit assez ; mais avant cette date, bigre ! ils ne tiennent pas, mais alors pas du tout, à démontrer que leurs actes ressemblent comme des frères à ceux de l'Homme qui Rit.

Et voilà qu'ils allaient, si Poincaré persistait dans sa démission, être peut-être obligés de gouverner tout de suite.

Heureusement que notre Lorrain conserve l'amour du portefeuille et qu'il se contente de débarquer quelques-uns de ses collaborateurs.

Nos radicaux respirent maintenant de plus belle et recommencent à répéter : Ah ! si nous étions au gouvernement ! quelles belles choses nous ferions !

©©©

### Le pandore et sa femme.

Les gazettes annoncent qu'un drame de famille s'est produit à Aulnay-sous-Bois. Une dame a tiré sur son mari, âgé de 36 ans, gendarme en retraite, qui fut aussi agent de police à Gagny.

Les histoires d'intérieur se produisent aussi bien chez les honnêtes gens que chez les représentants de l'autorité que chez les vulgaires que nous sommes. Pour nous, la question n'est pas là, et si les dames de la marchandise veulent apprendre le tir

à bout portant sur la personne de leur conjoint, cela ne nous regarde pas.

Ce qui est à remarquer, c'est le manque de réflexion de la tireuse. On ne tue pas aussi bêtement la vache à lait qu'est un gendarme retraité à 36 ans... à moins que la retraite ne soit réversible sur la veuve.

Les législateurs sont bien imprudents, alors que les caisses sont vides, de pensionner les pandores à pareil âge, surtout quand on connaît leur avarice à l'égard des vieux, très vieux travailleurs.

## La Vie des Lettres

### Révolution et Education

Dans les Primaires (février 1924), Roger Bouffargues continue ses études sur les « Poètes du peuple contre la guerre ».

Au cours de ces lignes probes on sent un découragement et une lassitude immenses. Le poète Roger Bouffargues sent vaciller sa foi en une humanité meilleure et il en souffre. Il a vu les Soviets, ces révolutionnaires, berner ceux qui croyaient au bolchevisme. Il a vu les dictateurs de Moscou condamner l'armée bourgeoise mais faire l'apologie de l'armée rouge ; il les a vus féliciter les guerres capitalistes, mais faire l'éloge d'une nouvelle guerre sainte, — pourrait-on dire. Il a vu ces réformateurs d'humanité pacifier avec les Mussolini et les Mac Donald. Et le doute l'a envahi...

Je ne crois pas me méprendre sur des mots, écrit-il, et dans le cas qui me hante, j'affirme que la lettre ne trahit pas la pensée. Une preuve nouvelle est fournie par la manière dont certains partisans combattent la guerre. Hâte lorsqu'elle se fait contre eux, elle devient juste et sainte lorsqu'on la fait pour eux. Par celle-ci, ils n'ont pas seulement la phase insurrectionnelle, mais bien une conquête qui serait un signe de discipline et de force. Osons le dire, au risque de mériter la nouvelle injure : « pacifiste », il nous déçoit autant de confier notre mort aux soins d'un comité des Forges qu'à ceux d'un comité des Rouges.

Et il en conclut :

Il faut le redire. Le capitalisme n'est pas la seule source des conflits. Que pourrait-il sans l'esprit de guerre ? L'histoire n'offre-t-elle pas d'exemples où celui-ci suffit à motiver les batailles ? Le mal ne sera pas vaincre, le jour où, pour tuer le capitalisme l'esprit de guerre sera devenu souverain.

La besogne reste entière : ruiner l'esprit vraiment guerrier et héroïque.

Certes, Roger Bouffargues a raison. Mais il est trop pessimiste lorsqu'il écrit : « La foi est morte. » Non, la foi en des temps meilleurs n'est pas morte. Elle a sans doute été blessée par la grande duperie de Moscou. Mais elle survit, féconde et prête aux grandes luttes. Non pas la foi en ces « idées générales du véritable socialisme », comme l'écrit Bouffargues. (Que mon ami Bouffargues tise le Colin-Maillard de Louis Hémon). Mais une foi indéracinable en la bonne volonté humaine, lorsque celle-ci n'est pas trompée cruellement par les baloteurs.

D'ailleurs, Roger Bouffargues le voit bien au loin, cet espoir vacillant. Et il s'efforce d'y croire. « L'attente est longue, mais l'espoir a raison », s'écrit-il. Oui, mais... Et qui sait si l'attente ne sera pas moins longue que l'on croit ?...

### PETITES NOUVELLES :

— M. Léon Frapié, l'auteur de la *Maternelle*, vient de faire paraître, chez Kailash, une nouvelle : la *Manifestante*, suivie de trois contes inédits.

Georges VIDAL.

## Où aller ce soir ?

Cette rubrique n'est pas une affaire de publicité. Quand bien même un directeur de théâtre nous offrirait cent millions pour y annoncer un spectacle pornographique ou les représentations « une pièce malséante pour l'individu, nous ne signalerions pas son établissement. Mais nous recommandons ici, gratuitement, tous les théâtres où se jouent des œuvres dignes de l'attention des lecteurs du « Libertaire ».

### Théâtres lyriques

OPERA. — 20 heures : *Esclarmonde*.  
OPERA-COMIQUE. — 20 heures : *Lakmé*, II était une bergère.  
GAITE-LYRIQUE. — A 14 h. 35 et à 20 h. 35 : *Mam'zelle Nitouche*.  
TRIAXION-LYRIQUE. — 20 heures : *Rêve de valse*.

### Drames, Comédies et Genre

COMEDIE-FRANÇAISE. — 20 heures : Je suis trop grand pour moi.  
ODEON. — 20 heures : *L'Arlesienne*.  
THEATRE CORA-LAPARCERIE. — 20 h. 30 : Plus que Reine.  
VAUDEVILLE. — 20 h. 45 : *Après l'Amour*.  
NOUVEL-AMBIGU. — 20 h. 30 : *Claude*.  
COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES. — 20 h. 30 : *R.U.R.*  
THEATRE DES ARTS. — 21 heures : Deux Hommes, une Femme.  
THEATRE DES MATHURINS. — 20 h. 45 : Ce que Femme veut.  
VIEUX-COLOMBIER. — 20 h. 30 : La Maison natale.  
MONTMARTRE-ATELIER. — 20 h. 45 : La Volupté de l'honneur.  
ALBERT-1<sup>er</sup> (troupe du Canard-Sauvage). — Le Chevalier aux roses, L'Avocat.

### Cabarets artistiques

LES NOCTAMBULES. — Tous les soirs, à 21 heures, les « As » de la chanson : Xavier Privas, Vincent Hyspa, Jacques Ferry, Jack Cazol, Noël-Noël, Paul Groffé, Raymond Bartel, Eugène Rosi.  
« En chasse », revue. — Dimanches et fêtes, matinales à 15 heures.  
LE CARLON. — A 21 heures : Bonne Nouvelle !... revue.  
LE GRILLON (43, boulevard Saint-Michel). — 21 heures : les chansonniers Jean Rieux, de Sautter, Rémondin, Sergers, Alex-H. Dumont, G. Dautzais et la divette Kady Teissier.  
« Dis qu'tas tort !... », revue.  
LE GRENIER DE GRINGOIRE (6, rue des Abesses). — A 21 heures : Charles d'Avray et ses chansonniers.  
LA CHAUMIERE. — 21 heures : Spectacle varié.  
LE PERCHOIR. — 21 heures : « Ah ! fôte », opérette : Jean Bastia et les chansonniers.  
LA VACHE ENRAGEE (4, place Constantin-Pecqueur). — 20 h. 30 : Veillée d'art ; Maurice Hallé et les chansonniers.



# A travers le Monde

## CE QUI SE PASSE

Le roi Georges de Grèce, qui vient bien poliment d'être débarqué de son trône, n'est pas satisfait et aurait décidé de lancer un manifeste par T. S. F. au peuple grec aussitôt que l'abolition de la dynastie lui aura été notifiée. Il est bien possible que le peuple grec prenne position, ce qui serait regrettable, car s'il n'a rien à gagner de la république, il n'a rien à perdre en se séparant de la monarchie, si le prolétariat a une énergie à dépenser, il peut s'en servir pour lutter contre le capitalisme qui fut soutenu par la royauté et qui le sera de même par la république.

Il faut croire néanmoins que le roi de Grèce n'a pas grand espoir en son message et qu'il a décidé de se fixer définitivement en Angleterre. Il y a là-bas suffisamment de monarchies déclinées pour que l'ex-roi trouve une compagnie capable de se lamenter sur son triste sort. Il faut espérer que bientôt les républiques subiront le même sort que les monarchies et que les travailleurs organiseront eux-mêmes une société plus, en rapport avec les nécessités de la vie.

De Russie, on annonce que le nouveau Conseil militaire révolutionnaire a été nommé, ayant à sa tête Trotsky comme président. Le grand chef aurait-il trouvé grâce auprès de Zinoviev, ou est-ce simplement pour éviter les polémiques que l'on a remis à Trotsky ses hautes fonctions ? En tout cas, le désaccord entre les diverses tendances du P. C. doit être bien profond, pour qu'un France Boris Souvarine prenne position d'une manière aussi catégorique. Ce qui reste certain, c'est qu'au point de vue capitaliste l'on considère le différend comme une simple crise politique et l'on continue à négocier avec les Soviets. Le premier ministre du Canada, M. King, a fait en effet savoir au chef de la délégation soviétique russe, M. Yassikof, que le Canada était prêt à reconnaître l'Union des républiques soviétiques. Cela fait donc une quinzaine de plus qui va se jeter sur la Russie pour l'exploiter.

En Italie, la campagne électorale se poursuit avec des incidents violents pour l'agrandissement selon la mode fasciste. Les réunions de propagande sont généralement troublées par des rixes sanglantes, et les morts et les blessés sont parfois nombreux. Pendant ce temps, le maréchal Foch se promène à Rome, pour y étudier peut-être les mesures prises par Mussolini et les appliquer en France, si le besoin s'en faisait sentir. Le dictateur italien est, paraît-il, très satisfait de la visite d'un grand général français. Naturellement, l'un veut l'autre, et si Foch a sur la conscience les crimes commis par ses adeptes depuis près de deux ans, les Mussolini et les Foch se soutiennent mutuellement et ne disparaîtront que lorsque les peuples se sentiront l'énergie nécessaire pour les renverser.

Combien de temps faudra-t-il attendre encore ?

J. G.

## ITALIE

### SECOUSSES SISMQUES

Naples, 27 mars. — L'Observatoire du Vésuve a enregistré trois secousses sismiques dans le sens horizontal.

### LA TEMPETE DANS LA REGION D'AMALFI Nouveaux détails

Rome, 27 mars. — Les journaux donnent sur le désastre du golfe de Salerno des détails qui permettent d'en préciser l'étendue. Un éboulement s'est produit le long de la côte d'Amalfi, obstruant la route provinciale sur un parcours de trois cents mètres.

Puisieurs maisons et villas se sont écroulées à Vietri.

On évalue à cinq cents le nombre des victimes dans les régions de Cicco et de Baglio. Plusieurs habitants ont été précipités à la mer.

Le pont reliant la contrée de Cicco aux villages environnants a été emporté.

Des éboulements continuent à se produire en divers endroits.

Le télégraphe, le téléphone et l'électricité sont interrompus.

Selon les premières constatations, la catastrophe serait due à un phénomène météorologique.

## PORTUGAL

### LES INONDATIONS

Lisbonne, 27 mars. — A la suite des inondations, six autres maisons se sont écroulées. Des centaines de personnes ayant dû fuir, la municipalité a proposé au gouvernement de mettre à la disposition des sinistrés les maisons vides et les bâtiments de l'Etat.

## CANADA

### LA RECONNAISSANCE DES SOVIETS

On télégraphie d'Ottawa que le Premier ministre du Canada, M. King, a fait savoir au chef de la Délégation soviétique russe, M. Yassikof, que le Canada était prêt à reconnaître l'Union des républiques socialistes soviétiques.

## ANGLETERRE

### LA GREVE DANS LES TRANSPORTS EN COMMUN

Les agences ont publié le communiqué suivant :

Londres, 27 mars. — A la Chambre des Communes, cet après-midi, M. Ramsay MacDonald a déclaré que le Comité spécial s'était réuni en vue d'envisager les mesures à prendre au cas où une situation grave serait créée du fait de l'extension de la grève à d'autres services des transports en commun et qu'il espérait que des négociations, basées sur une « certaine offre », pourraient être entamées tard dans la soirée. Cette déclaration fut faite après que la réunion du cabinet, qui dura environ deux heures et demie, eut discuté de la question de la grève des employés des tramways et autobus.

Le Comité spécial avait été convoqué et son plan était prêt en vue d'organiser un service d'urgence au cas où les employés des chemins de fer souterrains déclaraient la grève demain à minuit. Il n'est pas question, pour l'instant, de mettre en service les camions automobiles à l'usage de l'armée, mais plutôt d'établir un trafic réduit dans les lignes de chemins de fer souterrains à Londres.

Le gouvernement que le Conseil de la Cour. Le différend actuel est jugé si grave par le gouvernement qu'il a décidé de réunir à Londres cet après-midi, malgré l'absence du roi qui est, pour le moment, en province.

Il n'a pas été décidé, pourtant, qu'un « état de danger public » sera proclamé avant samedi, car le gouvernement a encore l'espoir que la grève ne se prolongera pas au-delà de cette fin de semaine.

D'autre part, les ouvriers électriciens de Londres, qui avaient menacé de couper le courant électrique alimentant les tramways, si ceux-ci étaient mis en circulation, ont aujourd'hui une entrevue avec M. Mac Donald. Dans la journée, le Comité exécutif de l'Union nationale des Chemins de fer s'est également rencontré avec le premier ministre, afin de discuter si certains chemins ferroviaires seraient cause commune avec les chauffeurs et mécaniciens. — (Radio.)

On voit, par les craintes qui percent à travers ces communiqués ambigus, que l'action de nos camarades londoniens porte ses fruits et que les politiciens et les patrons sont aux abois. On verra la tête qu'ils feront samedi, lorsque le métro ne marchera plus !...

## ALLEMAGNE

### UNE RESOLUTION DES DELEGUES OUVRIERS DU BASSIN DE LA RUHR

Berlin, 27 mars. — A la suite d'une séance tenue par le comité directeur des organisations ouvrières du bassin de la Ruhr avec les membres du gouvernement, une résolution a été votée par les délégués ouvriers déclarant que les contrats de la M.I.C.U.M. étaient absolument intolérables. — (Radio.)

## A TRAVERS LE PAYS

### VICTIME D'UN CHAUFFARD

Avignon, 27 mars. — A Orignon, sur la route nationale, une automobile inconnue a violemment renversé sur la chaussée et blessé très grièvement le nommé Broussier, ouvrier maçon. Les jours de la victime sont en danger. Les automobilistes sont en fuite.

C'est toujours comme cela : après avoir blessé les piétons, les renverseurs s'enfuient au lieu de porter secours à leurs victimes. Pour éviter un procès ils commettent ce geste inhumain d'abandonner sur la route ceux qu'ils ont tués ou blessés très souvent du fait de leur excès de vitesse.

Quelle belle correction ils mériteraient !

### UN ENFANT PENDU A UN FIL DE FER

La Rochelle, 27 mars. — Le fils du fermier de Chaput (Landes) âgé de douze ans, était monté en jouant, sur l'aiguille d'une charrette. Celle-ci s'est abattue brusquement, il perdit l'équilibre et dans la chute, eut la tête prise dans un fil de fer tendu. Lorsque, assez longtemps après, ses parents le trouvèrent, il avait cessé de vivre.

### APRES AVOIR SEVI CONTRE LES AUTRES

Nantes, 27 mars. — Le tribunal correctionnel de Nantes avait à juger un ancien capitaine de la Garde impériale russe, Boris de Skossyref, qui avait touché dans une banque anglaise de la rue Lafayette, le 2 novembre dernier, un chèque tiré sur une banque de Saint-Jean-de-Luz, où il n'avait aucune provision. L'inculpé, qu'on retrouva à la prison de Lille, où il purgeait une peine de quatre mois d'emprisonnement pour un délit de même nature, a été condamné à six mois de prison et 50 francs d'amende, bien que la banque anglaise ait été désintéressée.

Dans sa cellule, l'ancien capitaine doit faire d'amères réflexions. Peut-être aussi comprend-il maintenant l'odeur de son passé, alors que, brillant officier du tsar, il se voyait, cravache et code militaire en main, sur de pauvres diables de soldats ; nous voulons l'espérer en tout cas.

### COMEDIE

Casablanca, 27 mars. — Moulay Youssef, sultan du Maroc, s'embarquerait le 15 avril pour aller à Paris, inaugurer la grande Mosquée. La maréchale Lyauté l'accompagnera. La Garde noire du Sultan le précèdera et embarquera le 5 avril à destination de la France.

Et sans doute invitera-t-on les badauds à pavoiser en l'honneur du chef marocain vendu au gouvernement français.

### LA REPRESSION

Pendant la grève du textile, à la Seyne-sur-Mer, Thérèse Siri, voulant raisonner les ouvrières qui persistaient à travailler, fut arrêtée et poursuivie pour « entraves à la liberté du travail ».

Hier, le tribunal correctionnel l'a frappée d'une peine de deux mois de prison (avec sursis) et 50 francs d'amende.

La machine à condamner fonctionne. Les patrons peuvent être fiers : ils ont de bons chiens de garde...

### C'ETAIT PREFERABLE AINSI

Avesnes, 26 mars. — Le tribunal correctionnel a condamné pour escroqueries de Broyer, à 4 ans de prison et 1.000 francs d'amende ; Lallemand, à un an de prison et 200 francs d'amende, et Franck, à 3 mois et un jour de prison.

Ces individus, de nationalité belge, avaient fondé, dans la région d'Avesnes, une société qui devait s'occuper de la surveillance noc-

turne des immeubles. Ils faisaient signer des contrats aux adhérents qu'ils recrutaient et s'engageaient à accomplir leur surveillance moyennant un versement annuel variant, selon l'importance des immeubles, entre 90 et 365 francs.

Or, ce service fut plus ou moins bien assuré. Trois mois après, le trio prit la fuite pour aller opérer dans une autre région et les plaintes affluèrent. — (Radio.)

Nous avouons que ces individus nous sont moins antipathiques de s'être contents d'estamper les proprios et de n'avoir pas pris au sérieux le métier qu'ils se targuaient de vouloir faire.

## DANS PARIS ET SA BANLIEUE

### JALOUSIE ET COUPS DE REVOLVER

A 19 heures, M. René Leboitevin, représentant de commerce, demeurant 26 rue Paul Déroulède à Bois-Colombes, a été blessé d'un coup de revolver à la tête par sa maîtresse, Mlle Huot, au domicile de celle-ci, 18 rue de Moscou. Mlle Huot s'est ensuite tirée d'une balle à la tête. M. Leboitevin a été transporté à Beaujon dans un état grave.

A 23 heures, avenue Edouard-Vaillant, M. René Bihel, 24 ans, demeurant 24 rue de la Mare à Drancy a tiré un coup de revolver sur sa femme, âgée de 26 ans, ver-nisseuse, qui a été atteinte au sein droit et a été transportée à Saint-Louis dans un état grave.

Voilà où mène la jalousie !...

### ACCIDENTS MORTELS

Vers 14 h. 30, M. Jacques Bontemps, 36 ans, ingénieur électricien, demeurant 18 rue Denfert-Rochereau, a été renversé par un taxi et a succombé à ses blessures. Le chauffeur du taxi a été arrêté. Les voyageurs qui se trouvaient dans le taxi ont été blessés, mais peu grièvement.

Bernard Idiard, 20 ans, manœuvre, a été tué par une rame de wagons, à la gare de la Plaine Saint-Denis, alors qu'il traversait les voies.

## LEUR PROGÉNITURE

Ah ! Les fils de bourgeois ! Quelles jolies petites âmes ils ont ! Elevés dans l'atmosphère familiale, sacrée à leurs yeux, ils vont à la messe, saluent les femmes d'un air arrogant, font leurs « études » avec un imperturbable sérieux, et couchent de temps à autre avec des grâces à la mode qu'ils méprisent d'ailleurs copieusement !...

Après tout, pourquoi quitteraient-ils cette vie tranquille, de respect et d'hypocrisie ? Ces petites brutes sont tout à fait heureuses ainsi. Heureux ? Non pas. Causez-leur. Ils vous diront d'un air las que la vie leur pèse. Ils sont blasés, désabusés, vides, gâchés avant l'âge. Ajoutez à cela qu'ils sont parfois intelligents !

C'est plus grave : ils mettent alors leur intelligence au profit de certaines nullités qui se servent d'eux en les rejetant quand l'individu a cessé de leur plaire ou de leur rendre service. (Voyez les camelots du Roy !...)

Blessés !... Désabusés !... Beaucoup aspirent à un idéal qu'ils ignorent. Dites-leur : « Que pensez-vous de la guerre ?... » Nul n'en veut. Mais ils ajoutent dans l'instant suivant : « J'ai mon bachelier, j'aurais des galons ». Ou bien : « Je suis des cours de préparation militaire... »

Dites-leur : « Il y a des misères... » Ils répondent : « Oui ! », d'un air détaché. Et ils ajoutent : « Je donne pour les pauvres, à l'église... »

Dites-leur : « L'argent est roi... » Ils répondent : « A qui le dites-vous ! » Ma petite amie m'a quitté pour Untel qui a son portefeuille mieux garni que le mien... » Et ils ajoutent : « J'espère gagner aux courses, pour la faire revenir à moi... D'ailleurs, je toucherais gros, plus tard, quand je serai établi. »

Dites-leur : « Vous croyez en Dieu ? » Ils répondent : « Pas du tout, mais il est nécessaire d'aller à la messe, — pour les relations, pour la famille... »

Bref, ils admettent que tout est bien misérable ou bien périmé dans la société, mais ne font rien pour y remédier. Ils espèrent au contraire se servir de ce qu'il y a de mauvais en elle — ou s'en servent déjà... Pauvres petits arrivistes gâteux !

Quant à l'idéal qu'ils désirent — quelle plaisanterie ! Montrez-leur notre idéal d'anarchie, superbe et fier, peut-être — qui est chimérique — ce sont des cris imbéciles.

« Les Cannibales ! Jamais de la vie !... Ma famille... Dieu... la patrie... choses sacrées !... Réputation... Mon avenir... etc. » Que faire ? On leur déclare tout net : « Je suis Anarchiste ». C'est une porte fermée, une réputation salie. Il n'importe, d'ailleurs.

D'autres acceptent notre idéal, l'admirent même. Ils sont disposés à venir à nous... Et puis quoi ! Changer sa vie de diablette pour la vie de l'utérus ? Se dresser contre tout ce que l'on a adoré ? Crever de faim, peut-être ?... Merci, très peu. Ils préfèrent rester chez eux, ces ratés !

Non, ce ne sont pas eux qui chanteront notre révolte aux mille gueules ». Ils préfèrent fumer du tabac blond, en flirtant près des jupons maternels, ou bayer leur dégoût des prolétaires, en bon fils à papa !

Ainsi soit-il !

Mais ne croyez pas que j'invente. J'en ai vu de ces poules mouillées. J'en vois encore, car moi-même suis fils de bourgeois ! Mais sans doute suis-je fait d'une autre matière, puisque je leur jette à la face mon mépris pour leur lâcheté, mon dégoût pour leur veulerie, puisque j'ai renié mon « rang social » pour prendre place à côté de mes amis anarchistes, pour prendre part à la lutte superbe qu'ils soutiennent sans faiblesse — pour souffrir avec eux...

### A. GAUCHOIS.

## PAGES ROUGES

par P. VIGNÉ-D'OCION

SOMMAIRE GENERAL. — L'Enfer des Cuirassés. — Les drames de la Mer Noire : les victimes inconnues. — La guerre et sa loi d'airain : les atrocités. — Le brigandage syrien. — La pensée libre devant la conspiration du silence.

En vente à la « Librairie So... » Prix, 5 fr. 50 ; franco recommandé, 6 fr. 50

## En lisant les autres...

### C'est le signe de la paix...

Dans le *Peuple*, M. René Davenay a des réflexions fort justes au sujet de l'incident qui se produisit ces jours derniers à Bulfalo et que nous signalâmes en leur temps. Il écrit :

Le fait est banal en soi. Et cependant quelles promesses n'y tient-il pas ! Pour la première fois depuis 1914, un coureur allemand, le dimanche 23 mars 1924, a paru sur une piste américaine, sur une piste boueuse, et s'y est fait acclamer. Non pour sa valeur sportive. Non pour une vaine question de jarret. Non pour l'ivresse brutale qui tient dans la victoire (il fut vaincu d'ailleurs). Mais parce qu'il était « Allemand » !

Ce mot dit tout. Qu'on ne s'y méprenne pas. Cette acclamation enthousiaste d'une foule, montant vers un homme qu'on nous a dit d'une race ennemie, haïssable, impérialiste, dévorée d'envie et d'un sordide espoir de domination, cette acclamation-là est sortie des entrailles profondes d'un peuple et dénote une révolution dans les esprits.

Une révolution, certes ! Evolution serait trop peu dire, fade, inexistante et soi-disant, la mentalité des nations européennes a changé du tout au tout. En août 1914, au seul nom de l'Allemagne, la France se retrouvait l'âme qu'elle eût en 1870, au moment de la déclaration de guerre. Et l'Allemagne aussi. Elles étaient deux rivales, bêtes dans leur volonté réciproque de s'assassiner. Elles avaient besoin de leur sang. Il leur fallait un cadavre.

Aujourd'hui, six ans après la fin du « dernier » massacre, les deux peuples jadis ennemis, par-dessus leurs gouvernements, par-dessus la presse, par-dessus les académies, la finance et toutes les puissances connues qui voudraient les enchaîner au poteau de haine — ces deux peuples, oubliant leurs frontières, ou les niant, se tendent le rameau d'olivier que la colombe, après des jours — ou des éternités ? — d'horreur, apporta à Noé.

Car, en même temps que la foule française acclamait à Paris le coureur allemand Wittig, la foule allemande, à Berlin, acclamait le coureur français Miquel.

Manifestation spontanée, étonnante et formidable ! Une mentalité nouvelle, de paix, de sympathie, de concorde, est sortie du cœur des peuples. On ne les fait plus « marcher ». Ils ont leur libre contrôle, ils se raisonnent.

Le vulgaire roulement de tambour ne les émeut plus, ils acquiescent, voyez-les ont toi en eux.

Sans se consulter, d'instinct, le peuple français et le peuple allemand qui s'embrassent aujourd'hui en Europe, et dans l'univers, les deux côtés d'une barrière, d'où l'on se fusille, sous le manteau de la paix, ces deux peuples-là viennent d'embrasser aux lèvres des hommes qui les dirigent le plus souvent des démentis.

De ce côté-ci du Rhin, et de l'autre, quels que soient la couleur de l'uniforme et du drapeau, l'apréte ou la douceur de la langue, le pittoresque du sol herissé de cheminées ou usages ou pacifique de clairs paysages, on suit maintenant que quelque chose est mort dans le monde d'ou naissent à l'infini les guerres : l'apocalypse de l'esprit ; l'acceptation muette, dépourvue d'orgueil, de tout mot d'ordre venu d'en haut ; l'habitude à raisonner l'impulsion ou la direction imposée ; en somme, la lâcheté.

Les peuples ne sont plus lâches. Tenons-nous-en à ceux qui nous sont proches, de par le sol qui est leur : celui de France, celui d'Allemagne, ces deux fratricides acharnés, depuis des siècles, à leur perte : voici, non plus qu'ils s'insultent, mais qu'ils se tendent les bras !

Révolution ! Les armées peuvent grandir de ce côté-ci des frontières et de l'autre ; les maréchaux prêcher les croisades de haine et de vengeance à tout prix ; les écrivains officiels semer l'ivraie aux quatre vents de l'opinion ; les plumeux se vendre, et enrouler à tout propos leur clavier belliqueux ; les assemblées dites « nationales » s'enliser dans leur cuile d'outre de la Tradition (armée, patrie — au-dessus de tout) ; les drapeaux flotter d'un bout à l'autre du territoire — ceux qui jusqu'ici avaient toléré qu'on les précipitât dans l'assassinat légal, commandé, obligatoire dans la cochennerie des batailles, ceutaient se révolter et disent non.

Gloire à notre époque, si elle a été capable d'oser ce grand geste définitif d'opposer au despotisme meurtrier des traîneurs de sabre, des galonnés avides de se distinguer sur les cadavres de milliers de pauvres bougres, aussi indifférents aux buts de guerre qu'on leur imposait, que soucieux de leur petite vie quotidienne (tu te rappelles de la déclaration de la déclaration de paix d'août 1918 ?) On glorie à cette époque si elle a osé s'arracher aux puissances de routine qui prétendaient la maintenir dans l'ornière et dans le sang versé (le sien ou celui d'autrui) ; si elle a osé se dresser contre les oppresseurs séculaires qui lui avaient toujours affirmé qu'il n'est pas de vérité hors de ses frontières, et que la Vertu, la Noblesse et la Beauté cessent là où commencent les marches ennemies.

Il y avait dans ce seul geste d'audace, romptant si impérieusement avec le passé et le rejetant, avec un tel dédain magnétique, dans l'ombre — il y avait une telle force irradiante, une telle splendeur de triomphe, qu'il faut bien s'écarter devant lui.

Et ce n'est pas tout pour chanter victoire ?

Il est d'ailleurs, de ces choses qui ont été utilisées pour attiser, comme un feu secret, la haine entre les peuples d'Europe, on les a nourris de retrats guerriers, de discours plus ou moins d'actualité, l'esprit de vengeance s'était enflammé, de feuillets patriotiques ou l'on « bouillait du Boche » à la planche chaude — cinq ans après la paix ! On les a nourris d'images patriotico-commerciales sur les bénéfices de la Ruhr ou les richesses défilantes de la Haute-Silésie. On leur a fait miroiter les mots de nationalisme intégral, de vertu guerrière, de justice outragée, alors qu'ils n'avaient qu'une vision dans les yeux, et que cet état sous leurs pieds : les trois millions de réfugiés cultraires que leur ont coûté la guerre — cette guerre entre Allemagne et France, d'où va peut-être naître la paix !

Peut-être ? pourquoi peut-être ? A coup sûr, elle en naîtra ! Puisque ce sont les peuples, maintenant, s'arrachant enfin à la lâcheté honteuse où ils s'enfonçaient, avec cette perspective finale : la ruine et la mort — puisque ce sont les peuples qui la veulent, et qui le croient à leurs gouvernements.

Plus d'échappatoire. On disait à l'Allemagne : « La France vous hait ! » Et à la France : « L'Allemagne est là ! »

A ces cris de mensonge et de meurtre, à cet appel au sang, les peuples ont répondu. Ecoutez ! Déjà, les feuillets patriotiques, de ce côté-ci des frontières, et de l'autre — l'un après l'autre, déjà, les drapeaux, en berne, n'ont plus leur insolence assassine. Les militaires s'auscultent ; leur nez s'allonge ; leur poing trouve leur poche : « Et de nouveaux galons, nom de Dieu ? »

Les hommes politiques, de la lignée des grands patriotes qui n'hésitent point à dresser leur nom et leur renommée sur un assaut, s'inquiètent de la carte d'Europe : « Hélas ! Sera-t-elle définitive ?... La tradition, battue en brèche, s'écroule...

Oui, écoutez... Et regardez près de vous.

C'est le signe de la Paix.

Optimisme, certes, mais sain optimisme et qui n'est peut-être pas si loin de devenir réalité.

### Nos ancêtres

Bernard Gervaise dans *Paris-Soir* commente avec humour le fait du jour :

Un crâne humain, au front légèrement fuyant, vient d'être découvert aux environs de Los Angeles (Californie). Aux dires des spécialistes, le décès remonterait à 500.000 ans. On ne sait pas encore s'il y a eu crime ou suicide.

Si donc les confrères d'outre-Atlantique n'ont pas inventé cette histoire de crâne pour le plaisir de botter les nôtres, il existait des hommes sur la terre voici un demi-million d'années ! Depuis l'homme au front fuyant jusqu'à M. Georges Mandel, 20.000 générations se sont repassées le flambeau de la civilisation. A considérer les résultats acquis, il n'y a pas lieu d'en être fiers. Songez donc, l'art de fondre les minerais, clé de tous les progrès mécaniques, date d'un centaine de siècles, à peine ; il a fallu attendre Archimède pour réaliser l'invention de la vis sans fin ; les premières machines à vapeur sont d'hier et nos orgueilleux savants viennent seulement de nous révéler l'existence de l'électricité, un élément qui, cependant, imprègne nos cellules les plus intimes et au sein duquel nous baignons constamment à la façon d'une éponge dans l'eau de mer.

Bah ! soyons philosophe : *Chi va piano va sano*, dit le proverbe italien...

### « De l'ordre dans la maison »

Tel est le titre que donne M. Gaston Drouet à un article que publie la *France Libre*. M. Gaston Drouet écrit :

N'avons-nous pas eu un exemple frappant ces jours-ci du chaos et du désordre qui sont maintenus la loi des sociétés ? Lorsque le Syndicat du Franc a décidé de prendre l'offensive en provoquant la chute des devises étrangères, il a amené un trouble si grand dans la finance nationale qu'il a dû stopper et revendre des francs pour que la chute ne soit pas trop brusque et nous assistions ainsi à ce spectacle paradoxal que c'est à nous, Français, pour ne pas amener la déconfiture du franc, et de nos fortunes françaises, de freiner le relèvement du franc, dont la hausse trop rapide accumulerait des désastres.

En toutes les directions, c'est le manque d'ordre qui fait tout le mal. C'est le besoin d'ordre qui apparaît plus ou moins ouvertement, mais c'est ce besoin auquel aspire le monde.

Le capitalisme est-il capable d'apporter cet ordre ? Est-il possible, avec le système actuel, d'arriver à régulariser le corps social ? C'est une réponse difficile à faire.

M. Gaston Drouet semble bien... innocent pour poser pareille question !

Il nous semble que les faits y ont répondu d'eux-mêmes depuis assez longtemps !...

## Le Rabattage !

Les chasses princières et présidentielles ne sont pas les seules à procurer du travail aux rabatteurs de gibier de tout poil... et de plume.

La chasse aux électeurs est aujourd'hui virtuellement ouverte.

Je ne puis m'empêcher de sourire en entendant célébrer les Droits et Devoirs (avec un D majuscule) du Peuple souverain.

Mais une question se pose :

Si les candidats qui, paraît-il, veulent le bien-être du troupeau électoral, n'avaient pas d'intérêts, pourquoi feraient-ils faire un raccrochage qui ressemble étrangement à celui de la fille sur le trottoir, pour décrocher la timbale ?

Le plus amusant, c'est que les candidats sont censément étrangers à ces manœuvres.

Il faut croire que l'ange bourbeux du Parlement a du bon et qu'il est nécessaire d'empêcher le libre arbitre de celui qui vote encore (il y en a).

Si l'électeur voulait réfléchir un instant et se rendre compte de la vie privée — même publique — de ceux qui sollicitent ses suffrages, il saurait que bon nombre d'entre eux seraient, d'après leur propre législation, mieux à fabriquer des chaussons de lièvre dans des maisons centrales, qu'à faire des lois pour opprimer les tontus que nous sommes.

Un désabusé.

## Une victime du patronat

Perpignan, 27 mars. — Cet après-midi, vers deux heures, M. Antoine Danoy, 55 ans, industriel, était assailli à coups de revolver par M. Laporte Jacques, 56 ans, marchand d'huile. Atteint de trois projectiles, M. Danoy alla s'abattre dans le corridor d'une maison voisine. Laporte y pour-suivit et tira encore deux balles sur lui. Puis il se fit tirer la cervelle.

M. Danoy a été transporté dans une clinique, où son état a été jugé très grave.

Laporte, ancien employé de M. Danoy, avait intenté un procès à ce dernier, à la suite d'un accident du travail. Débouté par le tribunal, il en avait conçu un fureux ressentiment. — (Radio.)

Voici encore une fois un accident du travail auquel on refuse une indemnité équivalente au dommage qu'il subit et, depuis l'affaire Muller, nous aurions cru que les patrons auraient enfin ouvert les yeux sur les dangers qu'il y a à laisser des hommes, qui se blessent pour leurs dividendes, crever de faim.

Laporte tira sur l'exploiteur féroce ment avarié ; celui-ci n'est pas à plaindre.

Nous ne pouvons que déplorer que Laporte se soit suicidé ensuite, car c'était déjà suffisant qu'il se soit blessé dans son travail.

Puisse, maintenant, les patrons réfléchir sur cet acte !

## DERNIERE HEURE

### Quarante manifestants assassinés en Pologne

On mande de Varsovie (sous toutes réserves cependant) qu'une rencontre s'est produite dans un faubourg de Lodz entre des manifestants ouvriers et des forces policières. Quarante personnes furent tuées, dont plusieurs femmes. De très nombreux manifestants ont été arrêtés.

Voici un nouvel exploit du fascisme international. Désormais la vie des travailleurs ne connaît plus la moindre sécurité et les gouvernements font assassiner impunément par leurs soudards tous ceux qui les gênent.



# L'Action et la Pensée des Travailleurs

## Dans la Minorité

A titre d'information et afin d'éclairer les militants, nous publions ci-dessous deux lettres. L'une de Marie Guillot et de Lartigue, l'autre de Besnard.

Ce sont deux points de vue différents qui portent surtout sur la façon de faire l'unité. Nous avions pensé, et nous continuons à le penser, que les syndicalistes révolutionnaires pouvaient s'unir contre le syndicalisme de guerre et de collaboration de classes, et aussi contre le syndicalisme intéréssé à la politique.

Après Lille, le syndicalisme français connaît deux courants. Voici qu'après Bourges, les effectifs de la C. G. T. U. sont agités chaotiquement. La tendance minoritaire est elle-même tiraillée en plusieurs sens.

L'orientation syndicale est du domaine public. Et ce n'est pas sans danger pour la minorité que de faire les sentiments qui l'agitent. Il vaut mieux étaler les dissensions au grand jour, leur donner de l'air, que de les entretenir comme microbes d'intérieur. Le bon sens du public syndical aura vite raison d'un malaise qui est peut-être davantage causé par des questions de personnes que par des divergences doctrinales.

Sans vouloir donner de conseils, nous estimons que l'unité est contrariée par les deux états-majors confédéraux : par la rue Lafayette qui traîne toujours le boulet du jusqu'au-boutisme et de l'intérêt général ; par la rue Grange-aux-Belles, dont les chefs ont livré l'organisation syndicale aux politiciens communistes. Les sincères syndicalistes ne peuvent pactiser ni avec les uns ni avec les autres. C'est aux masses syndicales qu'il faut s'adresser directement pour réaliser l'unité.

Une minorité syndicaliste, partant de la C. G. T. U., aurait pu dégager le syndicalisme des étreintes réformiste et politique. Nous croyons même que la chose se fera inévitablement, malgré les petites crises qui se produisent depuis quelque temps.

Nous vivons une époque bien peu encourageante. Ce n'est pourtant pas le moment de jeter le manche après la cognée. Il ne faut pas désespérer du syndicalisme révolutionnaire. Il finira par reprendre sa place prépondérante, comme en 1906, à Amiens. Les idées exprimées par Lartigue, Marie Guillot, Besnard, ainsi que les nôtres, ne sont pas des solutions définitives. Elles ne peuvent servir qu'à faire connaître la situation et à inspirer aux militants les décisions qui s'imposent.

Peut-être bien que les viveurs de la propagande, divisionnistes de leur état, plus soucieux de leurs sinécures que de l'intérêt syndical, se réjouiront de ces incidents et les exploiteront avec leur maxime habituelle : diviser pour régner.

Cela ne leur profitera pas. Nous avons dans l'idée que quand les syndiqués connaîtront bien le mal qui ronge les organisations, ils le guériront d'eux-mêmes. Ceci dit, voici la première lettre reçue :

### Une déclaration

« La Conférence de la Minorité à laquelle, hélas ! manquaient beaucoup trop d'organisations minoritaires de Paris et de province, a arrêté les termes de la réponse qu'elle comptait faire à la lettre relative à l'Unité adressée par la C. G. T. de la rue Lafayette au comité central de la Minorité.

Cette réponse qui proclame, il est vrai, la nécessité d'un congrès confédéral mixte d'unité, a ceci de particulier, qu'elle met à la base de ce congrès confédéral, un certain nombre de principes qui à l'avance devront être acceptés par les organisations participantes.

Ces principes sont ceux contenus dans la Charte d'Amiens.

« Nous sommes profondément attachés à la Charte d'Amiens. Nous sommes bien décidés à la défendre ardemment. Nous sommes même qu'elle est la base d'une unité vraiment solide.

« Mais nous pensons aussi que c'est le rude bon sens des ouvriers qui confirmera ce document dans un Congrès d'unité, et nous ne saurions admettre qu'on exclue « a priori » de l'unité ceux qui se disent révisionnistes de la Charte d'Amiens.

« Quand nous parlons d'unité, nous n'entendons pas réaliser une unité partielle, mais bien l'unité totale avec tous les éléments de la classe ouvrière organisée, quelles que soient leurs conceptions particulières.

« Aussi, notre volonté est bien arrêtée : ou nous ferons l'Unité avec les lafayettistes et avec tous les éléments de la C. G. T. U., ou nous resterons à la C. G. T. U.

« Nous ne saurions revenir sur cette déclaration, et en cela nous sommes d'accord avec de nombreux éléments de la Minorité.

« Ferme et résolu à défendre de toutes les forces l'indépendance et l'autonomie du syndicalisme, nous demeurerons à l'organisation minoritaire avec nos caractéristiques propres, que nous ne saurions abandonner, prêts à toute action syndicaliste qui sera en concordance avec la Déclaration de la Minorité. Base de l'Union entre syndicalistes révolutionnaires. »

« Marie GUILLOT ; LARTIGUE. »

Voici maintenant la deuxième lettre :

### Les décisions prises

« Le mariage du C. D. S. et des G. S. R. opéré au lendemain de Bourges, ne fut pas accepté avec un enthousiasme bien grand par les militants de la minorité homogène de Saint-Etienne. Pourtant, comme beaucoup, je l'ai cependant accepté et, pourrais-je dire, préconisé. Je croyais que la tâche la plus urgente consistait à unifier, dans un même organisme, toutes les forces de la minorité sur une plateforme d'entente et de concessions mutuelles. J'espérais, surtout, le temps et les événements aidant, que la minorité arriverait rapidement à trouver sa ligne doctrinale et sa tactique d'action unique. Il n'en fut malheureusement rien. Et, aujourd'hui, une opération césarienne est devenue nécessaire. On ne peut plus longtemps, sans courir de graves dangers, maintenir dans un organisme commun des fractions qui n'ont aucune idée commune, dont l'accomplissement est une monstruosité. Il ne peut y avoir place dans le groupement minoritaire pour des

camarades qui s'opposent point par point avec la majorité de la C. G. T. U. et d'autres camarades qui ont, au contraire, un grand nombre de points communs avec cette majorité.

« C'est là, cependant, que gît le différend ; c'est là que réside le mal qui a rendu stérile l'union des deux fractions minoritaires. Sous peine de disparaître, la Minorité doit faire cesser cet état de choses déplorable, et rendre à chacun sa liberté d'action.

« Cortes, je n'ignore pas qu'une telle mesure va combler d'aise nos adversaires. Il est possible, pourtant, qu'ils s'aperçoivent rapidement qu'il est plus facile de triompher d'une minorité hétéroclite assez importante que d'une minorité plus réduite, mais décidée et homogène.

« Les agissements de Marie Guillot et de Lartigue ont rendu cette opération indispensable, et je demande à tous ceux qui, au C. D. S. ont œuvré depuis Saint-Etienne de prendre, une fois de plus, des responsabilités nécessaires.

« Voici les raisons qui, à mon avis, obligent la minorité de Saint-Etienne à rompre un pacte qui conduit la minorité tout entière au désastre et aux abîmes.

« Chacun sait qu'au lendemain des événements du 11 janvier qui ensanglantèrent la Maison des Syndicats, un fort courant se manifesta dans la Minorité pour quitter la C. G. T. U., et constituer un mouvement autonome.

« La Minorité se réunit le 15 janvier pour examiner la situation. Après de longs échanges de vue, il fut décidé de convoquer aux obsèques de nos camarades des délégués de province, et de rechercher avec les représentants provinciaux la solution de la crise ainsi ouverte.

« Ce fut la tâche des militants en cette séance du 18 janvier.

« Après de longs débats entre les partisans et les adversaires de l'autonomie, la Conférence clôtura ses travaux en acceptant une résolution amendée de Lartigue qui préconisait d'offrir l'Unité aux deux C. G. T. Le Bureau de la Minorité fut donc mandaté dans ce sens. Il s'acquitta immédiatement de sa mission, et dès le 20 janvier, il écrivait aux deux bureaux confédéraux.

« Fidèle à sa ligne de conduite, la C. G. T. U. ne répondit pas. Longtemps on put croire que la C. G. T. l'imiterait. Cependant, après une longue réflexion, Raoul Lenoir, secrétaire administratif de la C. G. T., adressa, en date du 15 février, une réponse au Bureau de la Minorité. Elle fut publiée dans la *Bataille Syndicaliste* du 29 du même mois (La C. G. T. offrait à toutes les organisations animées d'un désir sincère d'unité de reprendre leur place dans son sein).

« Animés par je ne sais quels désirs, guidés par je ne sais quels soucis particuliers, Lartigue et Marie Guillot conservèrent par devers eux cette réponse pendant quinze jours. Et ce n'est que sur demande écrite que le comité central de la Minorité fut enfin convoqué le 29 février pour cette seule question à l'ordre du jour : *Examen de la lettre de la C. G. T. et réponse à y faire.*

« Il apparut immédiatement que nos camarades étaient fort gênés par cette réponse qu'ils n'attendaient point, bien qu'ils l'eussent sollicitée. Deux points de vue furent opposés : celui de répondre en acceptant que l'unité syndicale était subordonnée à la reconnaissance préalable des bases fondamentales du syndicalisme exprimées dans la Charte d'Amiens, et celui de répondre en ne posant aucune condition, c'est-à-dire le point de vue de la majorité de la C. G. T. U.

« Finalement, le premier triompha par quatre voix contre deux et une abstention.

« Si la loi de la majorité — quelle qu'en soit l'expression numérique — doit être considérée comme intangible ; si elle constitue la seule et unique loi de nos groupements exprimant leur opinion par un vote, il est incontestable que le Bureau de la Minorité — bien que battu, mais non démissionnaire — devait transmettre le texte accepté par la majorité du comité central.

« Il n'en fut rien fait. Le Bureau opposa la force d'inertie, et après dix jours de silence convoqua à nouveau le Comité central pour délibérer sur la question déjà tranchée. Nous fûmes quelques-uns à protester vigoureusement contre cette façon de faire qui fut, jusqu'à maintenant, exclue des pratiques minoritaires.

« Une réunion eut donc lieu le 11 mars. Après une discussion de plus de trois heures, et en raison de l'entente impossible des deux fractions, dont l'une compte dans ses rangs des camarades qui en sont encore à vouloir réaliser l'Unité dans la C. G. T. U., la question fut renvoyée devant le Comité national de la Minorité.

« Celui-ci décida, le 15 mars, de confirmer par douze voix contre trois et trois abstentions, le vote du Comité central en date du 29 février. Ce vote amena la démission de Lartigue. Marie Guillot resta au Bureau.

« L'envoi de la lettre effectuée, les pourparlers ainsi suivis avec l'organisation qui avait répondu à notre appel, on aurait pu croire que toute la Minorité n'aurait désormais pour unique préoccupation que de s'attacher à la réalisation de l'Unité qui, pour la première fois, entraînait dans le domaine des réalités. La lettre de Marie Guillot et de Lartigue indique le contraire.

« Une crise est donc ouverte. Elle doit être rapidement dénouée. La vraie minorité doit se reconstituer, se recenser, se débarrasser de tous les éléments paralysants dont la place est ailleurs. Elle continuera la besogne qu'elle a entreprise pour la reconstitution de l'Unité, dont elle fut la première à lancer l'idée.

« Plus que jamais il faut agir vite, et nos camarades de la Minorité, qu'ils soient dans l'une ou dans l'autre C. G. T., ou bien encore dans l'autonomie, doivent faire connaître leur point de vue sur cette question. « Provisoirement, je centraliserai leurs réponses jusqu'à ce qu'une réunion décide de la solution à apporter à cette crise qui doit cesser au plus tôt, je le répète, et

on ne veut voir sombrer le peu qui reste de syndicalisme.

« Que les fédérations, les unions départementales, les syndicats, les minorités appartenant anciennement au C. D. S., ou sympathiques, donnent leur avis, et nous nous remettrons à l'œuvre sans tarder davantage. »

Pierre BESNARD,  
22, rue Popincourt, Paris (11<sup>e</sup>).

N. D. L. R. — Il est rappelé que la Minorité de la Seine (commission du travail) se réunit aujourd'hui, à 21 heures, au siège de la Fédération Postale, 33, rue Grange-aux-Belles.

### DANS LES MÉTAUX

## Le congrès des Usines

Le projet d'organisation des Comités d'usines présenté par le Comité Central appelle quelques réflexions. Un projet doit être discuté.

Le Conseil d'usine doit avoir l'usine pour base primordiale, mais avec des syndiqués comme membres et le syndicat comme animateur.

Les Conseils d'usine, comme prolongements du syndicat, ont existé pendant la guerre et ont fait leurs preuves, puisqu'il y a eu la grève contre la guerre.

La liaison entre les Comités d'usine doit être double : locale entre tous les établissements métallurgiques de la même localité, corporative et technique entre les maisons de la même firme ou de la même fabrication.

En l'état actuel de scission syndicale, les Conseils d'usine, pour être viables, ne doivent pas être à la remorque d'une tendance ou d'une maison syndicale. Dans une usine, il peut y avoir des unitaires, des confédérés, des autonomes. Les non-syndiqués ne comprendront jamais trois syndicats pour la même usine.

L'unité syndicale est la condition nécessaire pour créer et faire vivre les Comités d'usine.

Il faut donc travailler à ce qu'il n'y ait qu'un seul syndicat d'ouvriers métallurgistes dans la Seine en face du syndicat patronal.

Il n'y a aucune utilité à lier le Congrès des usines à une Fédération et à une Confédération dites unitaires, parce que pour beaucoup d'ouvriers ces organismes sont sous la dépendance d'un parti politique. N'oublions pas qu'il s'agit de rassembler les ouvriers pour des avantages qui leur sont communs et non pour l'intérêt particulier d'une secte parlementaire.

Si chacun comprend la nécessité de l'unité et du syndicalisme, les Comités d'usine seront les espoirs du prolétariat métallurgique. — A. P.

### UN CONGRES TRUQUE

Les élections approchant, une grève générale de la Métallurgie ne ferait pas mal pour les politiciens du parti communiste. Aussi tous les moyens sont bons pour arriver à cette fin ; c'est pour cela que nombre de délégués ont vu leur mandat supprimé et remplacés avec des façons plus ou moins propres.

Des exemples : chez Renault, un copain était délégué de son atelier et 500 ouvriers avaient signé son mandat, mais le Syndicat soi-disant unitaire des Métaux ne voulut pas reconnaître ce mandat et organisa une réunion de l'atelier où assistaient 50 ouvriers. Le premier délégué, celui de la majorité, fut remplacé.

Chez Samson, où fonctionnait un Comité d'usine, les délégués avaient été nommés, et comme chez Renault on ne voulut pas reconnaître le mandat. Mais la, le Syndicat soi-disant unitaire se cassa le nez, car à la réunion qu'il organisa les travailleurs de cette usine estimèrent qu'ils n'avaient pas à se déjouer, malgré les bouffonnades de ce pauvre Boucher.

Chez Schmit, un jeune camarade fut délégué à la réunion de son usine, mais quand il voulut porter son mandat au soi-disant Syndicat unitaire des Métaux, on lui dit tout simplement qu'il était remplacé.

Chez Gnome et Rhône, un militant du Syndicat autonome est délégué, malgré les communistes de cette boîte qui essayèrent de le discréditer par le mensonge et la calomnie, comme cela leur avait été conseillé dans un Comité Central du Syndicat soi-disant unitaire des Métaux.

J'arrête là les exemples, car la liste risquerait de devenir fort longue et entre autres on pourrait citer les boîtes Thomson-Houston et Piel.

Voilà dans quelles conditions se déroule le Congrès des usines. Donc, métallurgistes, à vous de veiller au grain et commencez par donner un mandat ferme à vos délégués dans vos réunions d'usines. — René Doussor, du Syndicat autonome.

### AUX MINORITAIRES

Nous rappelons aux métallurgistes syndicalistes qu'il y aura une réunion demain samedi soir. La salle sera indiquée par le *Libertaire*.

Tous les camarades de la Minorité sont convoqués. Il s'agit pour nous de savoir ce que nous devons faire. Par une discussion franche et loyale, nous déterminerons notre attitude. — Massor ; BROUCHOUX.

### Aux métallurgistes de Chatou

Alors, que faites-vous, camarades ? Devant le coût grandissant de la vie, vous restez indifférents ! Est-ce que vos salaires vous suffisent pour vivre, vous et vos enfants, sans vous gêner ? N'aspirez-vous pas à une augmentation de salaires qui, sans vous procurer une grande aisance, vous empêchera du moins de tirer le diable par la queue ?

Si oui, pourquoi restez-vous sourds aux appels du Syndicat des Métaux qui est en formation à Chatou et qui a déjà fait plusieurs réunions sans vous y voir ? Le Syndicat se charge de faire aboutir vos revendications aussitôt que possible. En attendant, mettez-vous en rapport avec le camarade Gaston Tiblémont, 26, rue de la Liberté, Chatou (Seine-et-Oise).

### Les grèves

Textile de Châteauroux. — Les ouvriers de la manufacture de draps Balsan, à Châteauroux, en grève depuis lundi pour obtenir une augmentation horaire de 0 fr. 25, ont décidé de reprendre le travail ce matin. La Direction leur a accordé une augmentation de 0 fr. 15 par heure.

Maçons d'Avignon. — Le Syndicat des ouvriers maçons de Pertuis vient de déclarer la cessation du travail. Les grévistes réclament un relèvement de leurs salaires en rapport avec la cherté de l'existence ; ils engagent, par voie d'affiches, leurs camarades de la région, dans un but de solidarité, à repousser toutes les propositions que les entrepreneurs pertuisiens pourraient leur adresser.

Dans la Chaussure, à Tours. — Une grève dans la chaussure vient de se déclarer à Tours dans les maisons suivantes : Raynaud, Bourdais, Velu, Allard, Rousseau, Renard, Vaillant.

Le mouvement est enthousiaste. Nous parlerons demain des revendications.

### Chez les sculpteurs

Les sculpteurs, dans leur réunion syndicale du 21 mars, ont décidé, devant l'augmentation constante de la vie, de demander une augmentation horaire de 1 franc pour les camarades travaillant à l'heure, et de 20 0/0 pour ceux payés aux pièces.

Cette augmentation s'établira comme suit : 50 centimes ou 10 0/0 à partir du lundi 24 mars ; 25 centimes ou 5 0/0 à partir du lundi 7 avril ; 25 centimes ou 5 0/0 à partir du mardi 22 avril.

En cas de refus des patrons, les outils doivent être enlevés de suite.

Une réunion aura lieu le vendredi à 18 h. 30, avenue Mathurin-Moreau, où un compte rendu du mouvement sera fait.

Pendant la grève, si elle a lieu, une permanence se tiendra au siège tous les jours, matin et soir.

Les membres du conseil sont priés de passer au siège tous les jours.

Les camarades de province sont donc invités à s'abstenir de se diriger sur Paris.

Le secrétaire : LEROUX.

### Le marchand de soupe abuse

Le patron de ces deux pensions de famille dont l'une est située rue Franklin-Hélis et l'autre rue Desbordes-Valmore, est un bourgeois qui nous vient d'Autriche et qui s'est installé comme tenancier.

Ce monsieur croit-il qu'il a le droit, pour continuer à grossir sa fortune, de faire souffrir les ouvriers qu'il exploite par tous les moyens. Nous lui rappelons qu'il y a des lois, comme celle des huit heures, qu'il doit suivre à la lettre. Il ne doit pas continuer à faire travailler ses ouvriers pendant quatorze et seize heures par jour.

De plus, nous déclarons que ses employés sont mal nourris, mal payés et n'ont pas le repos hebdomadaire.

Aussi faisons-nous appel à tous les employés qui se trouvent sous le joug de ce triste patron et nous leur disons qu'il y a une Organisation syndicale où ils devraient être tous, s'ils veulent que leurs revendications soient respectées.

Le Syndicat.

### Aux compagnons terrassiers

Le Syndicat Général des Terrassiers, Puitsiers, Mineurs, Tabistes et Poseurs de rails de la Seine et de Seine-et-Oise lance l'appel suivant :

Camarades,

Alors que le coût de la vie continue à augmenter, les chambres syndicales patronales ont dédaigneusement refusé de répondre au cahier des revendications déposé.

Cette attitude ne nous surprend nullement.

Nous savons que l'amélioration du sort des travailleurs ne dépend que d'eux-mêmes, le droit de vivre en travaillant ne se quémant pas, il s'arrache de haute lutte à l'exploitation.

Les 5 francs de l'heure pour les compagnons, les 4 fr. 75 pour les terrassiers et les manœuvres ne sont pas exagérés.

Le maintien de la journée de huit heures sans dérogations, sans récupérations, doit rester le gros morceau de nos revendications. Sur ce point, la volonté du Syndicat reste indestructible.

Les Terrassiers de la Seine et les Terrassiers de Seine-et-Oise viendront en masse le signifier au patronat en assistant au

### GRAND MEETING CORPORATIF ET SYNDICAL

qui aura lieu le dimanche 30 mars, à 9 heures du matin, grande salle Lepetit-Vergeat, 3, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10<sup>e</sup>). — Moyens de communication : Métro : Lancy ou Combat.

Pour et par ordre du Conseil :

Le Secrétaire : HUBERT.

Travailleurs, serrons les rangs dans le Syndicat, si nous voulons que triomphent nos revendications.

NOTA. — L'article publié hier contre les fascistes de Monthéry et en faveur des quatre militants emprisonnés était du camarade Hubert.

### Un spectacle Jules Renard

La Phalange Artistique présente, le dimanche 30 mars 1924, à 14 h. 30, 4, rue de l'Orient (68, rue Lepic) : **Le Cousin de Rose ; Huit jours à la campagne** et **La Bigote**, pièce en deux actes.

Une causerie sur Jules Renard sera faite par Pierre Suchet. Entrée : 3 francs.

### Communiqués Syndicaux

Minorité syndicaliste de la Seine (Commission de travail). — Réunion aujourd'hui vendredi, à 21 heures, rue de la Grange-aux-Belles, bureau des P.T.T.

Prière d'être exacts. Massot, Chevalier, Le Pen sont invités à cette réunion ; on aura besoin d'eux.

Minorité des Boulangers. — Réunion à Levallois-Perret, 28, rue Cavé, ce soir, à 17 heures. Délégués : Brice, Ferchault, Saliège, Guinet et Soler.

### La Vie de l'Union Anarchiste

#### Paris et Banlieue

Jeunesse anarchiste. — Réunion de tous les copains ce soir, 49, rue de Bretagne.

Discussion sur les prochaines élections ; préparation de la campagne antiparlementaire ; Causerie par un copain sur « les Contraintes à travers les âges ».

Groupe du 13<sup>e</sup>. — Réunion ce soir, à 20 h. 30, au lieu habituel.

Causerie par un copain.

Groupe anarchiste du 17<sup>e</sup>. — Ce soir, à 20 h. 45, salle de la Famille nouvelle, 68, avenue de Saint-Denis, réunion du Groupe.

Causerie par un camarade sur « la Propagande anarchiste ».

Discussion sur la campagne antiparlementaire.

Appel à tous.

Groupe du Bourget-Drancy. — Désormais, le Groupe se réunira toutes les semaines. Réunion demain samedi, à 20 h. 30, précises, bureau de tabac, place de la Mairie, Drancy.

Ordre du jour très chargé.

Que tous les copains et sympathisants soient présents.

Groupe libertaire de Boulogne-Billancourt. — Réunion du Groupe ce soir, à 20 h. 30, salle du Comité intersyndical, 85, boulevard Jean-Jaures, cour de la Justice de Paix.

Contraire entre nous.

Invitation à tous les copains de la région.

Groupe libertaire de Saint-Denis. — Les camarades et les sympathisants de la région sont invités à assister à la réunion hebdomadaire du Groupe, aujourd'hui vendredi, à 20 heures précises, 4, rue Suger.

Questions diverses ; Causerie par André Bonder, sur « les Lois et le Parlementarisme ».

#### Province

Groupe d'Education sociale de Maubeuge. — Pour la première fois à notre connaissance, une conférence « anarchiste » (publique et contradictoire) va se faire à Maubeuge !

Elle aura lieu dimanche 30 mars, à 14 heures, salle des Fêtes de Sous-le-Bois, sur « la Vérité sur ce que sont et ce que veulent les anarchistes », par le camarade Hoche Meurant, de la Fédération anarchiste du Nord.

Participation aux frais, un franc.

La contradiction courtoise est particulièrement sollicitée.

La calomnie et le mensonge ont assez fait de mal à notre idéal, il faut que nous arrivions à faire connaître ce qu'est véritablement l'anarchisme.

Nous espérons que les lecteurs du « Libertaire » et les sympathiques de la région viendront renforcer nos efforts par leur présence à cette réunion, après laquelle nous envisagerons la reconstitution du Groupe. Que chacun de nous fasse connaître la réunion de Sous-le-Bois pour dimanche, de façon qu'il y vienne le plus d'auditeurs possible.

Faites connaître nos affiches.

Les camarades décidés à faire quelque chose dans la région de Maubeuge peuvent dès à présent se mettre en rapports avec G. Arvanti, 38, rue Ceramique, Sous-le-Bois (Nord).

Groupe d'Onnaing. — Réunion du Groupe dimanche 30 mars, à 16 heures précises, chez le camarade Michaux, à Quarouble.

Prière à tous les copains d'être présents pour affaire urgente.

Causeries populaires de Lyon. — Ce soir, à 20 h. 30, au siège, 17, rue Marignan, causerie sur « la Biographie d'Emile Zola », par un copain du Groupe.

Groupe de Clermont-Ferrand. — Les copains de Clermont sont priés de venir aux réunions du Groupe auront lieu désormais les dimanches matin, à 10 heures, au local habituel.

### Communications diverses

#### POUR PRENDRE DATE

Les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> sections des Réfractaires à toute guerre organisent pour le 7 avril prochain, à 20 h. 30, au cinéma, 10, rue Thoin (5<sup>e</sup>), au profit de la propagande, une soirée artistique, avec le concours d'artistes des cabarets, montmartrois et des principaux concerts de Paris, de la Muse du 13<sup>e</sup> et du Groupe théâtral.

Langue internationale ido. — Aujourd'hui vendredi, Bourse du Travail, salle C des Cours professionnels, débat en ido : « Por e kontre la volo ».

Pour suivre le cours gratuit par correspondance et recevoir le « Petit Manuel complet en dix leçons », envoyer 0 fr. 75 en timbres, à « Emancipatia Stelo, Libertaria Seccion », 37, rue Charlot, Paris (3<sup>e</sup>).

Club du Faubourg. — Le Club du Faubourg, transformé en tribunal populaire présidé par M. Léo Poldes, organise, lundi soir, à 20 h. 30, précises, théâtre de la Fourmi, 10, boulevard Barbès, une grande réunion contradictoire : « Le Procès d'un procès : la Vérité sur l'affaire Paul Meunier ». L'accusateur, notre confrère M. Robert Réau, fera d'importantes révélations sur « Comment on monte un procès ; les Couilles d'une affaire judiciaire et politique ».

Au cours de cette audience, on entendra les témoignages de Mme Bernain de Ravisi, MM. Ernest Judet, Deschender, adjoint au maire du Havre, etc. Parmi les témoins également convoqués : MM. Ignace, André Berthon, Daudet, Ciemeineau, Gauthier de Clagny, etc.

Pour la contradiction, secrétaire le matin, 38, rue de Moscou (Central 34-22).

### PETITE CORRESPONDANCE

Le camarade qui veut lancer le « Soc », en collaboration de A. Lapeyre, ne serait-il pas celui qui, à Lyon, s'appela Guyonard et Gydar ?

Les Bodelais sont avertis qu'ils ont à se méfier de cet individu.

Germaine B. est priée de répondre à Cl. Journet au plus tôt. Urgent.

Jeanne Murgadella à Sarlat (Dordogne) désire entrer en correspondance avec une jeune camarade libertaire habitant Paris.

Dom Bosco est prié de voir Frayse. Urgent.

Germaine Gailor est priée de passer d'urgence à la rédaction pour affaire Yvonne Martin.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le gérant : Baptiste FRAYSE

Imprimerie spéciale du *Libertaire*  
10-12, rue Paul-Lelong, Paris

</